



RAPPORT PRÉLIMINAIRE

DEUXIÈME ÉDITION DE LA BIENNALE DE LUANDA
FORUM PANAFRICAIN POUR LA CULTURE DE LA PAIX
Luanda (Angola) 27-30 novembre 2021

INDEX

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	3
CONTEXTE.....	8
STRUCTURE ET OBJECTIFS.....	8
PARTENAIRES ET SPONSORS.....	9
DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL - Niveau ministériel.....	12
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	15
DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL (niveau présidentiel)	18
LEÇON INAUGURALE	21
LE FESTIVAL DES CULTURES	23
FORUMS THÉMATIQUES.....	25
SESSION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE	37
CÉRÉMONIE DE CLÔTURE	39
SESSIONS DE PARTENARIAT.....	42
RAPPORT DE COMMUNICATION, DIFFUSION ET MÉDIAS.....	50
ANNEXES	57

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



La deuxième édition du **Forum Panafricain pour la Culture de la Paix - Biennale de Luanda** (Luanda, 27 - 30 novembre 2021) – organisée conjointement par l'UNESCO, l'Union africaine (UA) et le Gouvernement d'Angola - a **confirmé son rôle de premier plan en tant que pôle panafricain pour la paix et la prévention des conflits.**

Les gouvernements, les institutions internationales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les communautés artistiques et scientifiques se sont réunis pendant 4 jours de réunions intenses, de dialogues, d'ateliers techniques et d'événements culturels pour partager des idées, forger de nouveaux partenariats et s'engager dans des initiatives futures, avec l'objectif commun de renforcer la culture de la paix comme condition préalable au développement durable du continent africain (voir Annexe 1 Programme et Annexe 2 Communiqué Final).

En raison de la pandémie de COVID 19, la Biennale de Luanda s'est tenue dans un format hybride innovant, combinant des réunions en face à face et des événements virtuels, et s'est organisée autour de quatre composantes principales : i) les Dialogues Intergénérationnels entre les dirigeants et les jeunes ; ii) les Forums Thématiques, iii) le Lancement de l'Alliance des Partenaires, et iv) le Festival des Cultures.

i) DIALOGUES INTERGÉNÉRATIONNELS DES DIRIGEANTS ET DES JEUNES (27 novembre 2021)

Les voix des jeunes et des femmes ont occupé une place importante tout au long de la Biennale, compte tenu de leur rôle crucial dans la promotion d'une culture de la paix sur le continent. Les deux dialogues (au niveau ministériel et présidentiel) entre les dirigeants et les jeunes Africains ont été un moment fort à cet égard. **Plus de 120 jeunes femmes et hommes** du continent **et de la diaspora** ont partagé leurs bonnes pratiques en matière d'initiatives menées par des jeunes pour construire une

Afrique pacifique, et ont interrogé les dirigeants sur le rôle stratégique du patrimoine et des cultures pour promouvoir la paix et la prospérité.

Ces sessions ont conduit à l'élaboration du programme « Jeunesse Engagée dans le Mouvement Panafricain pour une Culture de la Paix » dont l'objectif est de mobiliser les jeunes et leurs organisations en tant qu'acteurs clés dans la mise en œuvre de la Feuille de Route de la Biennale pour une Culture de la Paix (Voir Annexe 3 « L'engagement de la jeunesse africaine pour une culture de la paix en Afrique »).

ii) FORUMS THÉMATIQUES (virtuels et présentiels 29-30 novembre 2021)

Les forums thématiques ont offert une plateforme de dialogue sur la manière d'assurer la paix et le développement durable en Afrique. Les intervenants ont partagé les bonnes pratiques en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Les forums thématiques étaient organisés autour de quatre thèmes : i) La contribution des arts, de la culture et du patrimoine à la paix, ii) La participation des jeunes à la paix et au développement durable ; iii) Le rôle de l'Afrique et de ses diasporas dans ce domaine et ii) Le potentiel des océans pour le développement (durable) et la paix.

Ces sessions ont abouti à l'élaboration de quatre initiatives phares (voir Annexe 4 Initiatives Phares), qui seront soutenues par les partenaires tout au long de la période 2021-2023.

iii) ALLIANCE DES PARTENAIRES et SESSIONS DES PARTENAIRES (sessions virtuelles 1-2 décembre 2021)

La Biennale de Luanda s'est clôturée par le lancement de l'**Alliance des Partenaires** pour une culture de la paix. Cette Alliance a marqué la réalisation d'un objectif clé de la Biennale : fédérer les partenaires autour d'une feuille de route commune pour une culture de la paix.

Les Sessions des Partenaires se sont tenus exclusivement via le zoom et sur invitation (1-2 décembre 2021). Plus de 65 partenaires de différents horizons (États membres, Communautés Économiques Régionales, Secteurs public et privé, Entreprises et Fondations, Système des Nations unies, Banques de développement, Organisations internationales, ONG, Personnalités) et ayant pour intérêt commun de favoriser la paix et le développement sur le continent africain se sont réunis pour partager leurs bonnes pratiques et forger de nouvelles alliances. En tant que partenariat multi-acteurs pour la culture de la paix en Afrique, l'Alliance continue de se développer rapidement, avec plus de 65 membres qui ont déjà rejoint le mouvement.

iv) FESTIVAL DES CULTURES (virtuel et in situ)

Le festival des Cultures a inclus des expositions d'art, des concerts, de la danse et des défilés de mode, avec la participation de plus de 20 personnalités et artistes d'Afrique et des diasporas. Le festival a donné l'occasion de célébrer la diversité culturelle de l'Afrique et d'autres parties du monde, en favorisant l'interaction entre les cultures, les artistes et le public.

Le Festival des Cultures s'est déroulé à la fois en direct et en ligne : des pavillons virtuels de 44 pays ont été hébergés et sont toujours accessibles sur le site web de la Biennale. La partie en direct s'est déroulée à Luanda, avec un spectacle de danse, de mode et de musique le 27 novembre, l'ouverture de l'exposition ResiliArt Angola - organisée par le partenaire de la Biennale American Schools of Angola, le 28 novembre, et le concert de clôture le 30 novembre. Les ambassades des 9 pays présents à Luanda, ainsi que les centres culturels portugais, allemand et brésilien et l'Alliance française ont joué un rôle

très actif dans l'organisation d'expositions, de spectacles de théâtre, de danse et de musique sur les thèmes de la Biennale. L'Angola était physiquement représenté par un pavillon national rassemblant les différentes formes de la culture angolaise entre tradition et modernité, avec une présentation des projets nationaux à inclure dans la feuille de route.

Pendant la Biennale, une création musicale originale a été présentée, une chanson panafricaine, produite dans le cadre de l'agenda culturel du président de la République démocratique du Congo en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine, avec la participation de grands artistes du continent sous la direction de Lokwa Kanza et Souzy Kaseya.

Le festival et l'ensemble de la Biennale ont également été entièrement diffusés sur la "Biennale TV", en accès libre, avec des performances en direct, des interviews, des documentaires et des sessions de forums : <https://www.unesco.org/biennaleluanda/2021/fr>.

RÉSULTATS

Avec la participation de 7 chefs d'État, de représentants et de personnalités de haut niveau, de 120 animateurs de jeunesse, de 65 partenaires, de 20 personnalités et de plus de 180 intervenants de plus de 60 pays, la Biennale a été bien plus qu'un événement ; elle a été l'occasion de renforcer les collaborations existantes, de forger de nouvelles alliances et de co-crée des initiatives visant à prévenir les conflits et à instaurer la paix et le développement durable en Afrique.

Le succès de la Biennale est clairement démontré par le nombre de personnalités de haut niveau qui y ont assisté et par leur intérêt et leur engagement à soutenir les futures éditions de la Biennale de Luanda, notamment :

- **7 chefs d'État** (les Présidents de l'Angola, du Congo, de la République Démocratique du Congo, de Sao Tomé-et-Principe et du Portugal, les Vice-Présidents de la Namibie et du Costa Rica ainsi que les Ministres de la Défense du Kenya et du Mozambique représentant chacun leurs Présidents respectifs) ont participé à la cérémonie d'ouverture aux côtés du DDG de l'UNESCO, du représentant spécial du Secrétaire-Général des Nations unies auprès de l'Union africaine (UA) et du Commissaire de l'UA pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable.
- **Les 8 Communautés Économiques Régionales (CER)** ont exprimé leur intention de s'impliquer activement dans les futures éditions de la Biennale. Au cours de la cérémonie de clôture, le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a pris la parole au nom des 8 CER et a partagé la déclaration commune dans laquelle les CER ont exprimé leur souhait de joindre leurs forces à celles de l'UNESCO, de l'UA et du gouvernement angolais pour les futures éditions de la Biennale de Luanda (Voir Annexe 5 Déclaration des CER).
- **120 jeunes leaders**, issus de tous les pays africains et représentants de la diaspora (dont 9 étaient présents à Luanda). Le rôle des jeunes dans la prévention des conflits et la paix est au cœur de la vision de la Biennale et des projets futurs. Les représentants de la jeunesse ont joué un rôle crucial tout au long de l'événement. (Voir Annexe 3 « L'engagement de la jeunesse africaine pour une culture de la paix en Afrique »).
- **65 partenaires** issus de gouvernements, de la société civile, du secteur privé, d'institutions académiques et d'organisations internationales d'Afrique et de sa diaspora, se sont réunis lors des sessions de partenariat en ligne pour discuter de leur intérêt à rejoindre l'Alliance des Partenaires et à développer des projets et des initiatives sous l'égide de la Biennale de Luanda. L'**Alliance des partenaires** a été lancée lors de la cérémonie de clôture. Voir [en ligne](#) (activer/changer les sous-titres FR/PT en cliquant sur cc), et télécharger les trois versions linguistiques [ici](#). (Voir Annexe 6 Liste des Partenaires et Sponsors).

- **2 principaux sponsors** de la Biennale de Luanda, l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) et American Schools of Angola (ASA), ont réitéré leur engagement à sponsoriser les futures éditions de la Biennale.
- **20 personnalités et artistes** engagés pour la Culture de la Paix, de différents continents, ont participé en personne et virtuellement par le biais d'interviews et de déclarations (Voir Annexe 7 Liste des personnalités).
- **44 pays** représentés dans des **Pavillons Virtuels** présentant un riche contenu sur la diversité culturelle et des exemples d'initiatives nationales, ainsi que des partenaires et des personnalités associées. (Voir Annexe 8 Liste des pays).
- **180 participants** agissant en tant qu'orateurs, modérateurs, présidents de session, y compris des hauts fonctionnaires de l'Union africaine, de l'UNESCO, de l'ICESCO, des CER, des partenaires techniques et financiers ainsi que des représentants du système des Nations Unies **issus de plus de 60 pays**.
- **Plus de 10 événements et 15 projets en vue de la prochaine Biennale en 2023.**
La **Feuille de route**, un document en constante évolution, contient des événements clés auxquels la Biennale de Luanda a été invitée à participer. Le Sommet de l'Union africaine, les Forums d'Assouan et de Tana et le Sommet des chefs d'État de l'Organisation des Nations unies pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique en 2022 sont une excellente occasion de présenter l'initiative de la Biennale et de développer l'Alliance des Partenaires.
La Feuille de route contient également environ 15 projets identifiés par les partenaires comme des collaborations potentielles.
Ces projets et initiatives décrits par les partenaires dans la **Feuille de route (2022-2023)** guideront la mise en œuvre du programme de la Biennale pour les prochaines années, en mettant l'accent sur : l'inclusion de la culture de la paix dans les systèmes éducatifs ; la promotion des valeurs africaines et des industries créatives ; l'autonomisation des jeunes et des femmes en tant qu'agents clés du changement et la promotion des économies verte et bleue. (Voir Annexe 9 Feuille de route).
- Enfin, grâce à son format hybride innovant et à une **stratégie de communication** intense, la Biennale de Luanda a été suivie dans le monde entier, touchant des milliers de spectateurs via les réseaux sociaux et le site web dédié, disponible en français, anglais et portugais : <https://www.unesco.org/biennaleluanda/2021/fr/points-phares> .

OUTPUTS

1. Catalogue de bonnes pratiques des Forums Thématiques
2. 4 Initiatives Phares des Forums thématiques et des Sessions de partenariat
3. Création d'une Alliance de Partenaires pour une Culture de la Paix en Afrique
4. Communiqué final conjoint de l'UNESCO, l'UA, et du Gouvernement d'Angola
5. Déclaration des CER en faveur de la Biennale
6. Protocole d'Accord entre le Gouvernement d'Angola, la CEEAC et l'UNESCO pour la mise en œuvre de la Biennale au niveau sous-régional.
7. Feuille de route pour la mise en œuvre des 4 initiatives phares.
8. Brochure de la Biennale de Luanda élaborée en coopération avec l'Union africaine.

REGARDER VERS L'AVANT

La deuxième édition de la Biennale de Luanda a suscité l'intérêt du monde entier et l'UNESCO s'est engagée à continuer de soutenir les futures éditions, comme cela a été déclaré lors de la 41^{ème} Conférence générale (9-24 novembre 2021), voir « Priorité Afrique » (document 371995, page 9), où il est indiqué l'intention de « *mobiliser et de renforcer les partenariats et les réseaux qui contribuent à*

promouvoir une culture de la paix en Afrique, essentiellement grâce à l'organisation conjointe par l'UNESCO, l'Union africaine et le Gouvernement angolais des prochaines éditions du Forum panafricain pour une culture de la paix en Afrique (Biennale de Luanda) »

La deuxième édition de la Biennale de Luanda a ouvert la voie à de nouvelles alliances et initiatives vers un réseau panafricain pour la paix, la prévention des conflits et le développement durable et a suscité de nombreuses attentes.

La prochaine phase de la Biennale de Luanda sera basée sur la consolidation des résultats obtenus en novembre 2021 tout en apportant une dimension concrète aux alliances et initiatives décrites dans la feuille de route. Pour répondre aux attentes soulevées et obtenir des résultats concrets, plusieurs actions stratégiques doivent être mises en place :

a) Continuer à positionner la Biennale de Luanda comme le principal centre panafricain pour la paix.

- Assurer la participation active de la Biennale de Luanda à des événements clés tels que : **Réunion des chefs des présences des Nations unies en Afrique centrale** (organisée par l'UNOCA - 1-2 février 2022) ; **Sommet des chefs d'État de l'UA** (Organisé par l'Union africaine - 6-7 février 2022) ; **Forum d'Assouan** (Organisé par le CCCPA - mars 2022) ; **Forum de Tana** (Organisé par l'IPSS - à confirmer) ; **Sommet des ACP** (Organisé par les ACP - décembre 2022) ; **Journée Internationale du Jazz** (Organisée par le projet Angola *ResiliArt* et parrainée par American Schools of Angola- avril 2022) ; **Forum des Partenaires de la Biennale de Luanda** (Organisé par le Secrétariat de la Biennale - novembre 2022) ; Événement Biennale en RDC (Organisé par la CEEAC sous la présidence de la RDC)

b) Renforcer la Gouvernance de la Biennale de Luanda en créant un Secrétariat Permanent pour :

1. Assurer la présence de la Biennale dans les événements ci-dessus et préparer les futures éditions de la Biennale de Luanda
2. Maintenir une communication régulière et efficace entre les membres organisateurs : UA, CER, UNESCO et le Gouvernement d'Angola et assurer leur contribution active en fonction de leurs rôles et responsabilités.
3. Organiser des réunions régulières du Comité Scientifique, du Comité d'Organisation et du Comité de Pilotage.
4. Promouvoir l'implication et la contribution des CER et consolider le développement de l'Alliance des partenaires (voir annexe 5).
5. Faciliter la mise en œuvre des projets clés décrits dans la feuille de route dans le cadre des 4 initiatives phares, en étroite collaboration avec la Commission de l'UA, les CER, le gouvernement angolais, le siège de l'UNESCO, les bureaux locaux et les partenaires.
6. Mobiliser des fonds pour soutenir la mise en œuvre des initiatives phares et les prochaines phases et éditions de la Biennale de Luanda. La stratégie de collecte de fonds sera basée sur des accords bilatéraux et multilatéraux et des parrainages.
7. Continuer à sensibiliser et à partager les bonnes pratiques en matière de prévention des conflits et de culture de la paix par le biais du site web et des médias sociaux.

Quelques exemples de projets de la Feuille de route selon les Initiatives Phares : 1) étendre le projet « Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, du Cameroun et du Tchad » ; 2) lancer le projet "Renforcement des capacités institutionnelles en sciences océaniques et vulnérabilité côtière en Afrique centrale". 3) soutenir le réseau des jeunes de la Biennale de Luanda, composé de plus de 100 leaders et champions de la paix ; 4) encourager le mouvement *ResiliArt* des industries créatives en Angola et dans la région d'Afrique centrale.

CONTEXTE

La deuxième édition de la « Biennale de Luanda - Forum panafricain pour la Culture de la Paix », organisée conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union africaine (UA) et le Gouvernement de la République d'Angola, s'est tenue - dans un format hybride - à Luanda, en Angola, du 27 au 30 novembre 2021.

La Biennale a été créée par la décision 558/XXIV, adoptée, en 2015, lors de la 24^{ème} session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, demandant à la Commission de l'Union africaine (CUA) de travailler à son organisation, en consultation avec l'UNESCO et le Gouvernement de la République d'Angola.

Cette initiative contribue à la mise en œuvre du « Plan d'Action pour une Culture de la Paix en Afrique/ Agissons pour la paix » adopté en mars 2013 à Luanda (Angola), lors du Forum panafricain « *Sources et ressources pour une culture de la paix* ».

En outre, la Biennale renforce la mise en œuvre des Objectifs 16 et 17 de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et des 7 Aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier son initiative « Faire Taire les Armes d'ici 2020 », qui a été prorogée de dix ans (2030). La Biennale contribue également à la mise en œuvre de la « Stratégie opérationnelle pour la Priorité Afrique (2014-2021) » de l'UNESCO, visant à apporter des réponses africaines aux transformations qui affectent les économies et les sociétés du continent.

Afin d'assurer la mise en œuvre et la durabilité de cette initiative, le Président angolais a créé une Commission Intersectorielle pour la réalisation de la deuxième édition de la Biennale coordonnée par la Ministre d'État aux Affaires sociales, S.E.Mme Carolina Cerqueira, et un Comité de gestion sous la coordination de l'Ambassadeur Diekumpuna Sita N'Sadisi José, ancien Délégué permanent de l'Angola auprès de l'UNESCO. En outre, le président de la Commission de l'Union africaine a nommé M. Bankole Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité et Mme Amira El Fadil, Commissaire à la santé, aux affaires humanitaires et au développement social comme points focaux pour la Biennale de 2021. De la même manière, l'UNESCO a assuré la coordination au niveau international, en nommant M. Vincenzo Fazzino, Coordinateur international de la Biennale de Luanda, secondé par Mme Grazia Piras, Cordinatrice internationale adjointe.

STRUCTURE ET OBJECTIFS

En raison de la pandémie, la Biennale a été organisée - dans un format hybride (en présentiel et en ligne).

Le contenu de la Biennale était aligné sur le thème de l'Union africaine pour 2021 « **Arts, culture et patrimoine : Leviers pour construire l'Afrique que nous voulons** » et l'initiative « **Faire Taire Les Armes 2030** ».

La Biennale était structurée autour de 4 thèmes principaux, à savoir :

- I. Contribution des arts, de la culture et du patrimoine à une paix durable
- II. Engager les jeunes comme acteurs des transformations sociales pour la prévention des conflits et le développement durable
- III. L'Afrique et ses diasporas face aux conflits, aux crises et aux inégalités
- IV. Exploiter le potentiel des océans pour le développement durable et la paix

Ces quatre thèmes ont été entrelacés dans chaque segment principal de la Biennale, à savoir :

- Deux dialogues intergénérationnels de dirigeants et de jeunes (L'un au niveau ministériel et l'autre au niveau présidentiel)
- 4 Forums thématiques et de bonnes pratiques (un forum pour chaque thème)
- Comité scientifique
- Festival des cultures (en ligne et in situ)
- Alliance de partenaires

Objectifs

L'objectif primordial de la Biennale était de renforcer le mouvement panafricain pour une culture de la paix et de la non-violence, condition préalable à la réalisation du développement durable et à l'épanouissement des jeunes.

Grâce aux forums thématiques, la Biennale a créé une plateforme de coopération mondiale pour la diffusion de stratégies et de bonnes pratiques en matière de prévention des conflits, de paix et de développement durable en Afrique.

À travers le Festival des cultures, la Biennale a offert un espace d'échange entre les identités culturelles de l'Afrique et de ses diasporas, en soulignant le rôle des arts, des cultures et du patrimoine comme instruments de dialogue, de compréhension mutuelle et de tolérance.

Grâce à l'Alliance des Partenaires, la Biennale a créé les conditions pour des partenariats multi-acteurs entre les gouvernements, la société civile, la communauté artistique et scientifique, le secteur privé et les organisations internationales. Une opportunité majeure de soutenir des programmes clés pour l'Afrique en développant des projets et des initiatives qui ont fait leurs preuves au niveau local, national ou sous-régional.

Par l'intermédiaire du Comité Scientifique, la Biennale a permis de réunir certains des meilleurs experts en matière de culture de la paix pour travailler sur une publication intitulée « Identités africaines, cultures et sciences pour une culture de la paix ». Cette publication explore le lien entre culture et l'éducation et vise à repenser la notion de paix en Afrique, à réfléchir à la citoyenneté africaine et à la construction de l'Africanité et à discuter du rôle stratégique des systèmes éducatifs dans la renaissance culturelle africaine.

PARTENAIRES ET SPONSORS (voir annexe 6 Liste des partenaires et sponsors)

Un accord de fonds-en-dépôt a été signé en décembre 2018 entre l'UNESCO et le Gouvernement d'Angola pour la mise en œuvre des activités de la Biennale (500 000 dollars pour la première édition et 300 000 dollars pour la deuxième édition).

1. Les ressources suivantes ont été mobilisées pour la deuxième édition de la Biennale :

Fonds reçus par l'UNESCO

- 300.000 dollars - Gouvernement d'Angola
- 100.000 dollars - ENI SPA Angola

- 210.000 dollars - Gouvernement italien pour le financement de 18 mois d'un agent professionnel junior.

Estimation des fonds qui ont contribué à la réalisation de la Biennale

- 956.428.866,12 AKZ (Neuf Cent Cinquante Six Millions, Quatre Cent Vingt Huit Mille, Huit Cent Soixante Kwanzas et Douze Centimes) estimés – soit l'équivalent de 1.203.055 dollars – fournis par le gouvernement de l'Angola en services (personnel, contrats, billets d'avion, logement, transport, personnel et autres pour la tenue de l'événement à Luanda. Les dépenses liées au séjour des délégations présidentielles à l'événement ne sont pas comptabilisées).
- 900 000 dollars estimés - fournis par l'UNESCO en services (personnel, voyages et contrats)
- 75 000 dollars estimés - fournis par la Commission de l'Union africaine en services (personnel, voyages, production de brochures et contrats)
- 600 000 dollars - fournis par les Écoles Américaines d'Angola (American Schools of Angola) pour développer et produire le programme ResiliArt et le Festival de jazz.
- Le système des Nations unies en Angola a soutenu activement l'organisation de la Biennale, avec la participation active du coordinateur résident et des chefs des diverses agences, aux sessions de partenariat, aux cérémonies d'ouverture et de clôture.
- Plusieurs ambassades et instituts culturels basés à Luanda ont soutenu la Biennale et ont contribué à l'organisation d'événements (expositions, concerts, festival de cinéma, défilés de mode etc.) avant et pendant la Biennale. Voir liste ci-dessous :
 - L'ambassade de France
 - L'ambassade d'Italie
 - L'ambassade d'Allemagne
 - L'ambassade de la Belgique
 - L'ambassade du Portugal
 - L'ambassade de Russie
 - L'ambassade de Serbie
 - L'ambassade de l'Argentine
 - L'ambassade d'Espagne
 - L'ambassade de la Norvège
 - L'ambassade du Kenya
 - L'ambassade du Brésil
 - L'ambassade des États-Unis d'Amérique
 - Délégation de l'Union Européenne en Angola
 - Goethe Institut Culturel
 - L'Alliance française
 - L'Institut Camões
 - Le Centre culturel Brésil-Angola

Sponsors locaux

- Zone économique Spéciale 2.500.000,00 AKZ (Deux millions et cinq cent mille Kwanzas)
- Sociétés sous la tutelle du Ministère des Transports (TCUL, Port de Luanda, ARCCLA, Port de Namibe, Compagnie Portuaire de Soyo - EP) 35.000.000,00 AKZ.

Une mention spéciale doit être accordée au soutien accordé par les Archives nationales d'Angola (ANA) en mettant à disposition un auditorium, des équipements techniques, un espace physique comme quartier général de la Biennale, et un espace pour l'exposition permanente de l'Angola et la Biennale TV.

La collaboration avec le Directeur du Musée National d'Histoire Militaire était également importante pour l'utilisation de la Forteresse de Sao Miguel où la cérémonie de clôture a eu lieu et pour la fourniture de conditions sanitaires et de sécurité, pendant la période du 25 au 30 novembre 2021.

DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL - Niveau ministériel

« La diversité culturelle et patrimoniale de l'Afrique et de ses diasporas : marque de conflit ou terreau de paix ».

(Samedi 27 novembre 9h30-11h45)

La Biennale s'est ouverte en donnant la parole aux représentants des jeunes qui ont partagé les bonnes pratiques liées aux 4 thèmes de la Biennale de Luanda et au thème général du dialogue intergénérationnel « Diversité Culturelle et Patrimoniale de l'Afrique et de ses Diasporas : Tison de conflit ou Terreau de Paix ? ».



Les ministres suivants ont participé au dialogue intergénérationnel :

- **S.E. Mme Carolina CERQUEIRA** (Ministre d'État aux Affaires Sociales, Angola)
- **S.E. Mme Ana Paula SACRAMENTO NETO** (Ministre de la Jeunesse et des Sports, Angola)
- **S.E. M. Hugues NGOUELONDELE** (Ministre de la Jeunesse, République du Congo)
- **S.E. M. Dieudonné MOYONGO** (Ministre de la Culture et des Arts, République du Congo)
- **S.E. M. Fernando ROJAS** (Vice-ministre de la Culture, Cuba)
- **S.E. Eugene WAMALWA** (Secrétaire du Cabinet de la Défense, Kenya)

Les représentants des jeunes suivants ont participé au dialogue intergénérationnel :

- **M. Sally Alassane THIAM** (Sénégal)
- **Mme Milouda BOUICHOU** (Maroc)
- **Mme Fathia SOURAYA MOUSSA** (Djibouti)
- **Mme Pauline BATISTA SOUZA DA SILVA** (Brésil/USA)
- **M. Benjamin Esono NDONG EVITA** (Guinée équatoriale)
- **Mme Aira Karinah Sérgio MONDLANE** (Mozambique)
- **M. Mityano FRANCISCO** (Angola)
- **Mme Tunko JALLOW** (Gambie)
- **Mme Janice Khumalo** (Zimbabwe)
- **M. Romilson SILVEIRA** (Sao-Tomé-Et-Principe)

Le dialogue intergénérationnel a été modéré par **S.E. M. Fernando Francisco JOÃO**, Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports d'Angola.

Les discours de bienvenue du **Dr. Salim M. ALMALIK**, Directeur général de l'Organisation Islamique Mondiale pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ICESCO) et de **Mme Gabriela RAMOS**, Sous-directrice générale pour les Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO, ont été transmis par des vidéos préenregistrées :

Dr. Salim M. ALMALIK a exprimé sa joie d'être présent à la Biennale de Luanda, quand bien même virtuellement. Il a souligné la pertinence de la Biennale de Luanda et la pertinence de poursuivre son objectif principal de construire une culture de la paix en Afrique. Après avoir remercié les pays hôtes et les autres entités organisatrices pour leur soutien à la formation LTIPS menée par ICESCO, le Dr. Almalik a rappelé au public l'existence du Centre Régional pour la Culture de la Paix de l'ICESCO, basé en Côte d'Ivoire à Yamoussoukro. Il a affirmé qu'**il existe de nombreuses opportunités pour l'ICESCO, l'UNESCO, le Gouvernement d'Angola et l'Union africaine de créer des synergies et des collaborations afin de permettre aux jeunes générations de devenir des créateurs de paix.**

- **Mme Gabriela RAMOS**, sous-directrice générale pour les sciences sociales et humaines de l'UNESCO, a souhaité la bienvenue à tous et a reconnu l'engagement de l'UNESCO, de l'Union africaine, du gouvernement angolais et de l'ICESCO à construire une culture de paix et de non-violence. Mme Ramos a rappelé que **l'objectif de ce dialogue est de valoriser et de célébrer la diversité du patrimoine culturel et historique du continent africain, d'éviter les conflits et de créer une culture de la paix à travers le dialogue interculturel et interreligieux.** Elle a profité de son allocution de bienvenue pour lancer l'idée d'un **réseau de ministres de la jeunesse et de jeunes**, visant à placer la jeunesse et le dialogue politique au cœur des organes de décision, et à garantir l'intégration des attentes, des besoins et des propositions des jeunes dans les programmes nationaux.

Discours de bienvenue en présentiel :

- **Mme Ana Paula SACRAMENTO NETO**, Ministre de la jeunesse et des sports de l'Angola, a souhaité la bienvenue à tous les invités et aux intervenants. Elle a déclaré que l'Angola s'est engagé à partager son expérience dans la promotion de la culture de la paix en Afrique et dans le monde, et a souligné que **l'Angola est sur le point d'atteindre deux décennies de paix, au cours desquelles le dialogue a été la base de la construction d'une paix durable.** La Ministre a souligné le rôle crucial de la jeunesse dans l'agenda du Gouvernement d'Angola, et a déclaré qu'**aucun développement ne peut être envisagé sans que l'on investisse dans la jeunesse.** Mme Sacramento Neto a affirmé que la deuxième édition de la Biennale de Luanda, qui a eu lieu malgré la pandémie, a montré l'engagement de l'Angola à renforcer les mécanismes de coopération et de dialogue avec les jeunes et la société civile, et que la paix doit être considérée comme un pilier dans le développement des programmes nationaux. Elle a terminé son discours de bienvenue en déclarant que **la promotion de la Culture de la Paix n'est pas uniquement la tâche du gouvernement mais aussi de la société civile dans son ensemble.**

S.E. M. JOÃO a ouvert la session en rappelant que son objectif était de permettre aux représentants du groupe de jeunes de partager des bonnes pratiques liées aux quatre thèmes de la Biennale de Luanda et au thème général du dialogue intergénérationnel « Diversité culturelle et patrimoniale de l'Afrique et de ses diasporas : Tison du conflit ou terreau de la paix ? ». Il a expliqué le processus et les critères qui ont conduit à la sélection de ces meilleures pratiques et a décrit la structure du dialogue, qui a suivi une alternance de présentation faite par les jeunes avec une réaction ou un commentaire du panel des ministères.

Les représentants des jeunes suivants ont fait des présentations :

- La présentation de **M. Sally Alassane THIAM (Sénégal)** a porté sur la contribution de l'art, de la culture et du patrimoine à une paix durable, en lien avec le thème 1 de la Biennale de Luanda. M. Thiam a partagé 3 bonnes pratiques : **1)** l'organisation du *Forum sur le patrimoine africain*, qui devrait avoir lieu en 2022 au Sénégal ; **2)** la plateforme interactive en ligne appelée "**AFREAKART**", créée, lancée et mise en œuvre par Mme Alyssa Barry, une jeune participante sénégalaise actuellement basée en France ; **3)** l'exposition virtuelle en ligne réalisée par l'*Association Patrimundus*, basée au Cameroun.
- La présentation de **Mme Milouda BOUICHOU (Maroc)** s'est concentrée sur la façon dont la transformation sociale, intégrée dans la programmation nationale par le biais de politiques d'inclusion, a le potentiel de devenir un instrument pour assurer une paix durable et faire face aux conflits qui découlent des questions sociétales. Mme Bouichou a appuyé son discours en présentant **deux bonnes pratiques**, du Tchad et du Burundi, qui prouvent la durabilité et l'efficacité du dialogue politique et de la participation des jeunes dans des contextes différents.
- La présentation de **Mme Fathia SOURAYA MOUSSA (Djibouti)** a porté sur l'importance d'intégrer les jeunes, les femmes et les personnes appartenant à des groupes minoritaires (tels que les personnes handicapées, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays) dans les processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix, en tant que bénéficiaires et acteurs majeurs. Dans le cadre de son exposé, Mme Moussa a présenté **deux bonnes pratiques** mises en œuvre au Togo et au Cameroun, qui visent à donner aux femmes et aux filles les moyens d'être des médiateurs culturels et de paix et des membres actifs au sein de leurs communautés.

Les panélistes ont répondu aux bonnes pratiques présentées par le représentant de la jeunesse en mettant l'accent sur l'importance de la diversité culturelle et sa mise en valeur pour construire une culture de la paix. **S.E. le Ministre de la Culture de la République du Congo a souligné la nécessité d'intégrer la diversité culturelle dans la consolidation de la paix.**

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE (Samedi 27 novembre 12h00-13h30)

La cérémonie d'ouverture a eu lieu à l'hôtel Intercontinental le samedi 27 novembre 2021 à 13h00 en présence de plusieurs chefs d'État¹, ministres et représentants de haut niveau de la diaspora de l'Union africaine.

Le **Maître de Cérémonie, S.E. M. Nuno Caldas Albino**, a invité les participants à accueillir le Président de séance, en rappelant le thème de l'année de l'Union Africaine "Arts, Culture et Patrimoine : Leviers pour construire l'Afrique que nous voulons" sur lequel repose la Biennale.

S.E. Mme Carolina CERQUEIRA (Ministre d'État aux affaires sociales, Angola) a ouvert la session en souhaitant la bienvenue aux participants et aux invités, et en saluant la collaboration et les efforts déployés par les coorganisateur pour le succès de l'événement. Elle a rappelé que l'objectif de cette rencontre était de se concentrer sur les arts, la culture et le patrimoine, mais surtout d'envoyer un message de paix et de résistance à la violence. Elle a poursuivi en soulignant que « **la paix n'est pas un travail achevé, c'est un processus qui doit être maintenu par le respect des valeurs d'autrui et le dialogue** ».

Cette cérémonie a été suivie d'une cérémonie traditionnelle angolaise de bienvenue et de bénédiction en l'honneur des ancêtres.

S.E. Mme Josefa CORREIA SACKO (représentant S.E. M. Moussa FAKI MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union africaine) a délivré le message du Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), S.E.M. Moussa FAKI MAHAMAT, en soulignant l'importance de la culture de la paix dans les priorités de l'Union africaine. Elle a souligné les différents défis et conflits qui ont affecté et continuent d'affecter le continent et auxquels la Biennale entend répondre, et a appelé les différents États à restituer les biens culturels emportés pendant la période coloniale. En ce qui concerne les États africains, elle les a exhortés à « **puiser dans les profondeurs de nos cultures, de notre histoire et de notre patrimoine, qui ont tous un fondement commun, les ressources nécessaires à la diffusion des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, qui sont les préalables indispensables à la paix** ».

M. Xing QU (Directeur général adjoint de l'UNESCO) s'est exprimé au nom de la directrice générale de l'UNESCO et a remercié le Président de la République d'Angola et le Président de l'UA pour leur engagement personnel en faveur du succès de la Biennale. Il a ensuite cité l'ancien président Félix Houphouët-Boigny qui a déclaré que « **la paix est une attitude, une culture, une forme d'éthique** ». M. QU a alors souligné que « **la culture de la paix est au cœur de notre identité, de notre raison d'être** » et que « **si Yamoussoukro est le lieu où cette vision est née, Luanda est, pour l'Afrique, le lieu où elle s'est épanouie** ».

¹ S.E. M. **João Manuel GONÇALVES LOURENÇO** (Président de l'Angola) ; S.E. M. **Denis SASSOU-N'GUESSO** (Président de la République du Congo) ; S.E. M. **Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO** (Président de la République démocratique du Congo) ; S.E. M. **Carlos Manuel VILA NOVA** (Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe) ; S.E. M. **Marcelo REBELO DE SOUSA** (Président de la République du Portugal) ; S. E. M. **Nangolo MBUMBA** (Vice-président de la République de Namibie) et **S. E. Mme Epsy CAMPBELL BARR** (Vice-présidente du Costa Rica) ; S. E. M. **Cristóvão Artur CHUME** (Ministre de la Défense du Mozambique) ; Hon. **Eugene WAMALWA** (EGH, Cabinet du Secrétariat pour la Défense) représentant leurs présidents, suivis par des ministres dont S.E. Mme **Carolina CERQUEIRA** (Ministre d'État aux affaires sociales de l'Angola) et S.E. Mme **Josefa Leonel CORREIA SACKO** (Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture, Commission de l'Union africaine) ; Mme **Hanna SERWAA TETTEH** (Représentante spéciale des Nations unies, secrétaire générale de l'Union africaine et chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (BNUUA)).

M. Forest WHITAKER (Acteur, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation) a délivré un message via une vidéo préenregistrée dans lequel il a insisté sur le fait que la Biennale de Luanda reflète "**notre profonde conviction que la paix doit toujours prévaloir malgré les défis qu'elle peut rencontrer**".

Mme Hanna SERWAA TETTEH (Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies auprès de l'Union africaine (UA) et Cheffe du Bureau des Nations unies auprès de l'UA (BNUUA)) a rappelé que l'impact de la pandémie de COVID-19 se fait encore sentir et a salué le travail du Centre africain de prévention des maladies, du Secrétaire général des Nations unies et du Président de la Commission de l'UA pour leur contribution à la distribution équitable des vaccins. Dans son discours, elle a souligné l'impact attendu du changement climatique, en particulier sur les groupes défavorisés, en déclarant que « **les catastrophes climatiques seront l'un des principaux facteurs de déstabilisation de notre continent à l'avenir** ». Elle a conclu en soulignant « **la nécessité de promouvoir une culture de paix et de tolérance parmi les jeunes et les enfants** ».

S.E. Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO (Président de la République Démocratique du Congo et Président de l'Union africaine) a rappelé que la Culture de la Paix est l'une des priorités de l'Union africaine. Il a salué les efforts déployés par la République d'Angola, affirmant que « **c'est son dynamisme, malgré les graves difficultés générées par la pandémie de COVID-19, qui a rendu possible cet événement** ». Il a ensuite félicité l'UNESCO qui, selon lui, « **n'a jamais cessé - à travers ses activités centrées sur l'éducation, la science et la culture - d'être à nos côtés pour accompagner les premiers pas de nos jeunes États sur les chemins du développement et de la paix** ». Il a réitéré l'importance du travail de la Biennale pour promouvoir la culture de la paix et faire face aux défis du continent de manière durable. Il a rappelé que le panafricanisme et la fraternité culturelle sont au cœur des objectifs du continent, soulignant que « **la culture est non seulement notre socle commun mais aussi notre perpétuel 'arbre à palabres' autour duquel se nouent et se dénouent toutes les formes de dialogue et d'écoute mutuelle** ».

S.E.M. Denis SASSOU-N'GUESSO (Président de la République du Congo) a commencé son discours en se félicitant du thème choisi par l'Union africaine pour l'année 2021, consacré aux arts, à la culture et au patrimoine. Il a rappelé que « **la culture demeure un puissant levier pour tisser des liens multiformes entre différentes populations et soutient la cohésion sociale, la paix et la sécurité dans son essence** ». Il a souligné que le manque d'informations qualitatives et quantitatives fiables sur le secteur culturel nuit à sa contribution réelle au développement économique. Il a conclu son discours en appelant chacun à poursuivre vigoureusement le sentiment de paix dans son cœur.

S.E. Marcelo REBELO DE SOUSA (Président de la République du Portugal), a souligné l'importance de la tenue de cet événement et l'urgence que représente la paix en pleine pandémie. Il a ajouté que « **la paix est inhérente à la dignité de la personne humaine** » et qu'elle concerne tout un chacun. Il a ajouté que « **la paix et la culture de la paix se font et se défont chaque jour : par le respect des cultures, par le respect des femmes, la paix et la culture de la paix se construisent de près et de loin (à travers les diasporas)** ».

S.E. M. Carlos Manuel VILA NOVA (Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe) a commencé son discours en remerciant les co-organisateurs et l'accueil qu'il a reçu à Luanda. Il a ensuite souligné la contribution de la Biennale à l'identification de solutions pour la prévention et la résolution des conflits, et le rôle que les arts et la culture peuvent jouer pour la paix sur le continent. En outre, il a estimé que la réalisation de « **l'Afrique que nous voulons dépend largement de la valorisation et de la préservation de la culture africaine, non seulement la culture matérielle comme l'architecture, les œuvres d'art, les objets d'usage quotidien, mais aussi la culture immatérielle comme nos coutumes et nos expressions artistiques** ». Il a ensuite conclu en espérant que « **les échanges et interactions résultant de la Biennale contribueront à la compréhension du rôle des arts,**

de la culture et du patrimoine en tant que véritables catalyseurs dans la construction de l'Afrique à laquelle nous aspirons ».

S.E. Mme Epsy CAMPBELL BARR (Vice-présidente du Costa Rica) a commencé son intervention en rappelant qu'environ 1/3 de la population de la région Amérique latine est d'origine africaine, et que leur situation montre « ***que de grands écarts d'inégalité, d'exclusion et de pauvreté persistent, en raison d'un modèle de développement non inclusif, du racisme structurel et d'une culture de privilèges, qui reproduit les inégalités, les privations et les violations des droits qui ont un impact quotidien, en particulier sur les jeunes et les femmes d'origine africaine*** ». Elle a poursuivi en disant que sa présence à Luanda visait à construire les ponts nécessaires entre les communautés africaines et de la diaspora et à créer de nouvelles conditions pour la paix et la réconciliation. Elle a conclu en appelant à la construction d'une alliance mondiale dédiée à l'éducation pour qu'elle soit incluse dans les agendas et les priorités de tous les secteurs.

Le président de la République d'Angola s'est ensuite adressé aux invités de haut niveau et aux participants, marquant ainsi l'ouverture officielle de la deuxième édition de la Biennale de Luanda.

S.E. João Manuel GONÇALVES LOURENÇO (Président, République d'Angola) a commencé son discours en remerciant les invités de haut niveau et les chefs d'État pour leur participation à la cérémonie d'ouverture. Il a ensuite souligné la nécessité de comprendre les causes profondes des conflits qui touchent plusieurs pays du continent afin de trouver des solutions pour faire face au climat d'instabilité. Il a insisté sur la place qui doit être accordée à la jeunesse dans toutes les stratégies de paix, affirmant que « ***la jeunesse doit être le point de départ et d'arrivée de toute pédagogie entreprise pour apaiser les esprits les plus enclins aux conflits et à la violence*** ». Il a également insisté sur la valeur ajoutée de la diaspora africaine pour le développement du continent.

Les discours ont été suivis par le festival des cultures (voir la section festival des cultures de ce rapport).

DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL (niveau présidentiel)
(Samedi 27 novembre 15h45-17h00)

« La diversité culturelle et patrimoniale de l'Afrique et de ses diasporas : marque de conflit ou terreau de paix ? »



La session a été modérée par **Mme Angela MELO**, Directrice des politiques et programmes du secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO.

La session était structurée autour de questions principales et subsidiaires, adressées au panel des chefs d'État. Le rôle du modérateur était de faciliter le dialogue en encourageant les chefs d'État à réagir aux questions posées. Faute de temps, seules sept des dix questions initialement prévues ont finalement été adressées au Panel des chefs d'État, précédées d'une déclaration introductive.

Déclaration introductive de Pauline Batista (Brésil/É-U) et Romilson Silveira (Sao Tomé-et-Principe)

Mme Batista a exprimé sa gratitude au groupe des chefs d'État et a félicité leur engagement à participer au dialogue intergénérationnel. Mme Batista a saisi l'occasion pour donner un rapide aperçu du travail accompli par les représentants des jeunes et le reste du groupe de jeunes présents en ligne, qui a rendu possible leur préparation au dialogue intergénérationnel. Elle a souligné comment le groupe des jeunes (composé de 120 personnes issues du monde entier) a surmonté les barrières linguistiques, de fuseaux horaires et souvent liées à l'histoire, tout en restant unis par un engagement commun pour la culture de la paix. M. Silveira a pris la parole pour témoigner de l'engagement constant des jeunes, pour le renforcement de la culture de la paix, avec le lancement de l'organisation **PAYNCoP**, le réseau panafricain de la jeunesse pour la culture de la paix. **Depuis son lancement en 2014, le réseau s'est étendu dans plus de 40 pays à travers l'Afrique et au-delà, y compris la diaspora.**

Questions

Mme Fathia SOURAYA. Question principale : L'une des conditions pour éviter que la diversité culturelle et patrimoniale de l'Afrique et de ses diasporas ne devienne une marque de conflits - mais plutôt un terreau pour la paix - est d'assurer à chaque communauté nationale des droits politiques et juridiques égaux pour affirmer et préserver leur propre identité. *Quelle place accordez-vous au principe de la reconnaissance de la diversité culturelle, linguistique et religieuse pour la coexistence pacifique de plusieurs peuples et cultures dans chacun de nos États ?*

Mme Pauline BATISTA SOUZA DA SILVA. Question principale : *De votre point de vue, quel rôle est-ce que les jeunes Africains et Afro-descendants peuvent jouer dans la promotion de la culture de la paix, notamment en faisant en sorte que notre diversité religieuse et culturelle soit davantage perçue comme une unité et une solidarité plutôt qu'un élément de conflit ?*

M. Benjamin Esono NDONG EVITA. Question principale : La pandémie de COVID-19 qui est toujours en cours, a eu entre autres, un impact négatif sur le secteur culturel ; un secteur dans lequel beaucoup de jeunes prospèrent. *Quels engagements souhaitez-vous prendre pour faire de la culture un véritable levier non seulement pour favoriser le vivre ensemble, mais aussi pour l'autonomisation économique des jeunes ?*

M. Sally Alassane THIAM. Question subsidiaire : *Afin d'encourager l'implication des jeunes dans la promotion du dialogue interculturel et interreligieux, pensez-vous qu'il soit possible d'envisager l'organisation d'une conférence internationale sur le rôle des jeunes dans la culture comme moteur du vivre ensemble et comme vecteur d'autonomisation économique des jeunes ?*

Mme Aira Karinah Sérgio MONDLANE. Question principale : Les conflits interculturels et interreligieux naissent généralement de la méconnaissance mutuelle des peuples et des cultures et de l'instrumentalisation des individus, notamment des jeunes. *Comment encourager la création, avec la participation des diasporas, de plateformes de dialogue culturel intergénérationnel et interreligieux pour la connaissance mutuelle des peuples et des cultures ?*

M. Francisco MITYANO. Question principale : La promotion du dialogue interculturel et interreligieux pour la cohésion sociale et la paix est un enjeu crucial pour l'Afrique. Cependant, nous pensons qu'elle doit nécessairement s'inscrire dans une dynamique vertueuse de la gouvernance socio-politique et économique de nos États. *Que comptez-vous faire, pour répondre à la demande de votre peuple pour plus de démocratie et d'État de droit ?*

Mme Tunko JALLOW. Question subsidiaire : *Les périodes électorales sont souvent des moments de conflits et de violences en Afrique. Comment parvenir à l'organisation d'élections pacifiques, transparentes, pluralistes, inclusives, libres et crédibles ?*

Réponses du panel des chefs d'État, par ordre d'intervention :

- PRÉSIDENT ANGOLA

S.E. le Président de l'Angola a souhaité la bienvenue à tous les participants à la deuxième session du dialogue intergénérationnel. Il a commencé son discours en disant que **le monde est globalisé et que l'humanité est comme une seule famille, malgré toute notre diversité d'origine, de race, de sexe, de langues et de cultures.** Il a également réaffirmé sa foi dans le rôle crucial joué par les jeunes.

- PRÉSIDENT PORTUGAIS

S.E. le Président du Portugal **a affirmé la grande force potentielle, le poids et les responsabilités dont dispose la jeunesse africaine,** étant dans un continent très jeune. Il a poursuivi en affirmant **l'importance de créer une convergence entre l'Afrique et sa diaspora** grâce à la jeunesse africaine et la diaspora africaine.

- VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE

S.E. le Vice-président de la Namibie a parlé de l'évolution du rôle de l'emploi dans une société où la technologie acquiert un pouvoir et une pertinence toujours plus croissante dans tous les aspects de la vie. Il a souligné **l'importance de la science, de la culture et de la religion pour améliorer la communication et la compréhension mutuelles.**

- PRÉSIDENT SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

S.E. le Président de Sao Tomé-et-Principe salue **l'esprit d'audace et de proactivité de la jeunesse qui doit être mise à profit pour le bien.**

- Vice-présidente du COSTA RICA

S.E. la vice-présidente du Costa Rica a souligné **la nécessité pour les gouvernements de travailler avec la société civile et d'écouter la voix des jeunes.** Son deuxième point portait sur la priorité pour les décideurs de se concentrer sur les domaines auxquels les gens accordent la priorité, comme la démocratie et l'éducation, **car seule une population bien éduquée peut diriger et mettre en œuvre une démocratie solide.** Elle a conclu son intervention en affirmant **l'importance d'inclure les femmes et les jeunes dans les processus et institutions de prise de décision.**

- PRÉSIDENT PORTUGAIS

S.E. le Président du Portugal a fait une autre intervention sur les élections, en commençant par dire que, **même si les élections sont des composantes essentielles de la démocratie, elles ne sont pas elles-mêmes des démocraties. Une démocratie solide se mesure à l'implication de la société civile,** ainsi qu'aux conditions financières, sociales et économiques du pays. **S.E. a encouragé les jeunes à poursuivre leur engagement quotidien au sein de la société civile. Il a réitéré la nécessité d'inclure les groupes défavorisés et les minorités, pour éviter une déconnexion entre les électeurs et les élus, et pour éviter que les élus deviennent de moins en moins représentatifs.**

- PRÉSIDENT ANGOLA

S.E. le Président de l'Angola a pris la parole une fois de plus au sujet des élections : il a centré son intervention sur la conviction que **les élections ne sont pas en soi une raison de conflit mais qu'elles ont en fait été conçues pour atteindre la paix.**

Remarques finales par Mme Aira Karinah Sérgio MONDLANE (Mozambique) et par M. Francisco MITYANO (Angola)

Les remarques de conclusion se sont concentrées sur le "*Programme d'action 2021-2023 - Des jeunes engagés dans le Mouvement panafricain pour une culture de la paix et de la non-violence*". Les deux intervenants ont présenté les différentes composantes du programme : les objectifs généraux et spécifiques et le programme des 3 axes, qui comprend les actions menées avant, pendant et après la Biennale.

LEÇON INAUGURALE **(Samedi 27 novembre 17h00-17h15)**

Arts, culture et patrimoine : les leviers pour la construction d'une culture de la paix en Afrique

La leçon inaugurale a été dispensée par deux partenaires clés, l'**Institut d'études pour la paix et la sécurité de l'Université d'Addis-Abeba en Éthiopie (IPSS)** et le **Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA)**. La leçon inaugurale s'est concentrée sur la manière dont les arts, la culture et le patrimoine contribuent à la paix et à la sécurité en Afrique, et a également présenté la dynamique des conflits ainsi que les racines de la paix.

Dressant le tableau de la culture de la paix dans le contexte africain, le **Dr Yonas Adeto, Directeur de l'IPSS**, a présenté les principaux épicycles de conflits, identifiant la Corne de l'Afrique (en particulier l'Éthiopie et le Soudan), l'Afrique australe (Ouganda, Mozambique) et l'Afrique de l'Ouest (menacée par les groupes terroristes) comme les principales zones de conflit de l'Afrique, confrontées à des défis majeurs en matière de sécurité liés aux questions de culture et d'identité. Il a également souligné le rôle négatif de la propagande des médias occidentaux, qui ne cessent de se concentrer sur les mauvais aspects de l'Afrique, au lieu de promouvoir les aspects positifs qui se produisent chaque jour sur le continent, comme l'exemple de l'Afrique australe qui dispense une éducation à la paix à l'école. **Il a déclaré que les Africains considèrent la paix comme indivisible et interconnectée, où « ma paix est ta paix »**. Par conséquent, si un domaine est touché, tous les autres domaines sont compromis. **« La violence et l'extrémisme ethnique, la mauvaise gestion des ressources et le déficit de gouvernance restent quelques-uns des principaux défis qui alimentent l'insécurité et l'instabilité en Afrique »**.

Il a noté **plusieurs aspects clés comme solutions pour parvenir à l'avenir de l'Afrique que nous voulons, le premier étant la décolonisation des systèmes éducatifs africains**. Le colonialisme est toujours présent à travers le regard de la propagande occidentale et la mentalité coloniale qui prévaut toujours sur le continent. **Le deuxième est l'utilisation adéquate des ressources intellectuelles africaines, y compris les arts, le patrimoine et les cultures africains** qui jouent un rôle important dans le processus de guérison des âmes et des blessures africaines, en stimulant l'imagination créative comme moyen de promouvoir la culture de la paix en Afrique. **Troisièmement, le renforcement du panafricanisme comme solution principale pour élargir et approfondir les efforts de promotion de la culture de la paix en Afrique** en vue de concrétiser l'Agenda 2063, ce qui implique de faire pression pour obtenir la bonne place dans la politique mondiale, y compris un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au cours de sa leçon, l'**Ambassadeur Ahmed Latif, Directeur général du CCCPA**, a donné un aperçu de plusieurs cadres normatifs que l'Union africaine a développé sur la gouvernance et la prévention des conflits. Il a remarqué que 2021 a été une année très importante pour l'art, la culture et le patrimoine africains, et pour l'Égypte qui a été témoin de l'ouverture de son musée national de la civilisation égyptienne. **« La culture a toujours été un instrument et est devenue un phare pour la paix et le développement durable ainsi que pour la coexistence pacifique »**.

Il a souligné l'importance de la Biennale de Luanda en tant que principal forum panafricain pour la réalisation de l'aspiration 5 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour une **« Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, de valeurs et d'une éthique partagée, qui doit être réalisée en collaboration avec les Forums africains qui traitent des questions de paix et de sécurité »**. Le forum d'Assouan a déjà reconnu l'importance de la culture pour le programme de paix et de sécurité de l'Afrique, et donc la nécessité de développer des synergies avec la Biennale de Luanda. Il a affirmé

que la diversité culturelle n'est pas en soi une source de conflit et que l'Afrique possède une riche diversité culturelle dont la diversité devrait toujours servir de pont et non de barrière. Ces tentatives ont été exacerbées par les tensions et les violences préexistantes, offrant un terrain fertile à la montée des tensions et à la résurgence du terrorisme.

La prévention est une valeur clé de la culture de la paix pour promouvoir une gouvernance inclusive qui favorise la cohésion sociale et la coexistence. Pour réaliser l'Afrique que nous voulons, il a noté que les acteurs et institutions africains doivent 1) **assurer la mise en place d'une institution locale viable et résiliente, capable de gérer les risques et de faire face aux menaces interconnectées** ; 2) **une approche de la gouvernance centrée sur les personnes doit être recherchée, ainsi qu'une approche intégrée et coordonnée à travers le lien entre paix et développement humanitaire au sein des organisations respectives ainsi que dans le cadre de partenariats.**

Élaborant sur l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine et sur ses aspects normatifs, il a présenté certains des outils et mécanismes les plus cruciaux en matière de gouvernance et de prévention des conflits, tels que le **« système continental d'alerte précoce, qui anticipe et prévient les conflits en Afrique »** ; le **« Groupe des Sages »**, l'un des piliers essentiels de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui fournit des recommandations et des conseils politiques aux organes directeurs de l'Union africaine par le biais de la diplomatie préventive, de la gestion des conflits et des missions d'enquête ; le **« FEM Wise »**, un réseau qui vise à renforcer le rôle des femmes dans la médiation et la prévention des conflits pour le plaidoyer stratégique, le renforcement des capacités et le réseau ; le **« Mécanisme africain d'évaluation par les pairs »**, principal vecteur de la prévention des conflits sur le continent par l'adoption de politiques et de pratiques qui conduisent à une paix durable et accélèrent l'intégration régionale par le partage d'expériences et de bonnes pratiques ; le **« cadre continental de prévention des conflits structurels de l'Union africaine »**, qui vise à identifier les faiblesses structurelles et comprend des évaluations de la vulnérabilité et de la résilience structurelles ainsi que des structures de vulnérabilité par pays ; les **« conseils et comités de paix nationaux et locaux »**, qui constituent des stratégies d'alerte précoce et de réconciliation dans l'ensemble de la société et sont constitués d'acteurs locaux en première ligne des conflits.

Ces outils et mécanismes sont profondément ancrés dans les traditions africaines et ces traditions, a-t-il rappelé, devraient être reconnues dans les efforts visant à résoudre les conflits et à instaurer la paix et la sécurité, car elles incarnent des approches novatrices de la prévention et de la gestion des conflits dont l'Afrique peut être fière. L'Ambassadeur Latif a déclaré qu'il **est impératif de mobiliser les efforts pour intégrer la prévention structurelle dans les politiques et les outils clés, en favorisant les partenariats avec les CER, les REMS et l'ONU pour faire progresser ces efforts de prévention.** Il a conclu en présentant la méthode de travail du CCCPA axée sur la prévention, le renforcement de la résilience et l'autonomisation des leaders et des communautés locales et religieuses.

LE FESTIVAL DES CULTURES

En raison de la pandémie, le festival a eu lieu à la fois virtuellement et en présentiel.

Des activités (expositions, festivals de films et performances artistiques) pour célébrer la Biennale ont été organisées par diverses ambassades basées à Luanda tout au long des mois d'octobre et de novembre 2021 et 44 pays du monde entier ont contribué par le biais des pavillons virtuels hébergés sur le site web de la Biennale.

Du 27 au 30 novembre (quatre jours complets), la Biennale TV, une sorte de chaîne culturelle, a été mise en place avec des performances en direct et préenregistrées, des interviews, de la musique, de la danse, des arts visuels, des photographies, de la mode, des rituels traditionnels, des films et des documentaires. Grâce à sa télévision, la Biennale a célébré et valorisé la diversité africaine et encouragé les échanges culturels avec les communautés de la diaspora, créant ainsi un nouvel espace d'échange pour promouvoir le dialogue, la compréhension mutuelle et la tolérance.

Ce nouveau format a permis à la Biennale de Luanda de toucher un public mondial, offrant ainsi une occasion majeure de célébrer le thème de l'année 2021 pour l'Union africaine « Arts, culture et patrimoine : leviers pour construire l'Afrique que nous voulons » et l'initiative « Faire taire les armes en Afrique »². Il a également permis une plus grande participation de plusieurs artistes africains et afro-descendants renommés et émergents, ainsi que de partenaires qui ont mis en valeur et présenté leur patrimoine culturel et artistique spécifique.

À Luanda, le Festival des Cultures s'est déroulé dans 3 lieux : L'Hôtel Intercontinental (cérémonie d'ouverture), les Archives Nationales (Forums thématiques), la Forteresse de Sao Miguel (concert de clôture).

L'ensemble de la Biennale, a pu compter sur la participation de :

1. **Un total de 44 pays**, ont participé au festival des cultures avec des pavillons nationaux virtuels, mettant en valeur et célébrant la diversité de l'Afrique ainsi que son dialogue avec les communautés de la diaspora avec un vaste rayon de contenu culturel.
2. **Environ 18 partenaires ont contribué à la biennale de télévision**, à savoir Playing for change, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), le festival MIMO, Kush productions, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Alliance française, American Schools of Angola, Abderrahmane Sissako, ENI, Teatro No'hma Teresa Pomodoro, Total Energies, Goethe Institute, Institut Camões, Délégation de l'Union Européenne à Luanda, Belgique, Ambassade d'Argentine et d'Italie en Angola ainsi que le Ministère de la Culture de Cuba, le Gouvernement d'Angola et le Ministère du Tourisme du Ghana.
3. **Plus de 20 personnalités et artistes du monde entier ont contribué à ce festival des cultures**, parmi lesquels : **Forest Whitaker**, Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, Acteur ; **Alphadi**, Artiste de l'UNESCO pour la paix, Président du Festival international de la mode en Afrique (Niger) ; **Federico Mayor**, Ancien directeur général de l'UNESCO et Président de la Fondation pour la culture de la paix ; **Annie-Flore Batchiellilys**, Chanteuse et Militante pour la paix ; **Benjamin Boukpeti**, Champion de la paix et du sport ; **Mark Johnson**, Fondateur de Playing for Change ; **Mounira Mitchala**, Chanteuse, Actrice et Militante pour la paix ; **Monsieur Pathe'o'**, Créateur de mode ; **Nadir Tati**, Créateur de mode et Militant pour les droits de l'enfant ; **Jose Luis Fortunato de Mendonça**, Journaliste et Poète ; **Paolo Fresu**, Musicien de jazz ; et **Yamandu Costa**, Musicien.

² Voir la session du Comité scientifique pour en savoir plus sur « Faire taire les armes en Afrique ».

4. **Une moyenne de neuf cent cinquante (950) personnes ont assisté au Festival des Cultures, à la fois présentiel et virtuel** pendant les cérémonies d'ouverture et de clôture.
5. Cette édition s'est concentrée sur le **mouvement mondial ResiliArt** et a veillé à ce que la résilience des artistes, en particulier des jeunes artistes, reste une priorité dans les discussions et les programmes mondiaux. En Angola, ResiliArt s'est matérialisé par un programme national parrainé par les écoles américaines d'Angola, qui a permis à 30 jeunes artistes de s'épanouir grâce à des résidences artistiques et des ateliers dirigés par **Ana Silva**, une artiste angolaise confirmée. Le 28 novembre, un **vernissage de la première collection ResiliArt a été inauguré à Fortaleza de Sao Miguel**, avec un total de 70 œuvres d'art, suivi d'un concert donné par les jeunes musiciens qui ont participé à la première phase du programme ResiliArt en avril 2021, lors de la célébration de la Journée internationale du jazz.
6. Le 29 novembre, **l'Angola a inauguré son pavillon dans les Archives Nationales Historiques**. Ce pavillon illustre l'engagement de l'Angola en faveur de la culture de la paix dans les domaines de la culture, des arts, du patrimoine et des océans. Le **pavillon a présenté des projets nationaux réussis sur la cohésion sociale, le genre, l'employabilité, l'environnement et la conservation de la biodiversité** (protection des mangroves).
7. Le **concert de clôture a eu lieu à la Forteresse de Sao Miguel le 30 novembre** et a été suivi par 350 personnes. La programmation comprenait 15 artistes angolais renommés et émergents.
8. **Le Festival des Cultures a également compté avec plusieurs événements associés promus par des ambassades, des institutions culturelles, des organisations et des partenaires basés à Luanda** : Argentine, Belgique, Brésil, France, Allemagne, Norvège, Alliance Française, Union Européenne, Chambre de Commerce et d'Industrie Turque en Angola, Total Energies, Institut Camões, Goethe Institute, Expositions Internationales - SIEPO et American Schools of Angola - ResiliArt Angola.

FORUMS THÉMATIQUES

Les forums thématiques ont suivi les 4 grands thèmes de la Biennale (voir la section « objectifs et structure » de ce rapport) ; les intervenants et les modérateurs ont rejoint les forums en présentiel et en virtuel (en se connectant via Zoom ou via des messages préenregistrés) pour échanger et partager des idées autour des initiatives phares (voir annexe 4).

THEME I : Contribution des arts, de la culture et du patrimoine à une paix durable (Lundi 29 novembre 2021, 9h00 – 12h30)

Ce thème a été articulé en deux sessions, comportant chacune deux panels.

Le thème faisait écho, célébrait et accompagnait l'Année 2021 de l'Union africaine : « Arts, culture et patrimoine : Leviers pour construire l'Afrique que nous voulons ». Faisant référence à l'aspiration 5 de l'Agenda 2063 et à l'Année internationale de l'économie créative pour le développement durable 2021. Il a exploré les connaissances récentes sur la façon dont les arts et le patrimoine interagissent avec les conflits, la réconciliation et les efforts pour construire des sociétés plus pacifiques. Il a également mis en lumière la manière dont les artistes, les créateurs et les professionnels du patrimoine contribuent à prévenir, atténuer et soutenir le rétablissement des effets des conflits, des inégalités et de la pandémie COVID-19.

SESSION 1, Panel 1 : Soutenir les artistes africains, les industries culturelles et créatives pour une reprise économique inclusive et durable

M. Dimitri SANGA, modérateur de la session, a introduit le premier panel en rappelant que **le thème de ce forum fait écho à celui de l'Année de l'Union africaine et aux aspirations de l'Agenda 2063**. Il a ensuite exposé l'objectif de la session, qui était d'**explorer comment les arts interagissent avec les conflits**.

Le **Professeur Emmanuel DANDAURA** (Coordinateur, Groupe de travail sur le Plan d'action révisé de l'Union africaine pour les industries culturelles et créatives) a présenté le Plan d'action révisé de l'Union africaine sur les industries culturelles et créatives, rappelant qu'elles peuvent dynamiser l'économie. Il a ensuite souligné le fait que **60% de la population du continent africain a moins de 25 ans**. Il a ensuite souligné **la nécessité de créer des emplois, notamment dans le secteur culturel et créatif, et d'améliorer la connectivité**.

M. Toussaint TIENDREBOGO (Secrétaire de la Convention UNESCO 2005 et Chef de l'Unité Diversité des Expressions Culturelles, UNESCO) a parlé du **Mouvement ResiliArt** et a cité quelques recommandations universelles et régionales, notamment : la mise en place de mécanismes consultatifs participatifs permettant l'implication de la société civile ; l'investissement et la diversification des mécanismes de financement des projets culturels ; la rémunération équitable des créateurs dans l'espace numérique ; et la réaffectation des infrastructures inutilisées en infrastructures culturelles accessibles au public. Enfin, il a **rappelé que le mouvement a été créé pour reconnaître les artistes qui ont fait preuve de résilience et de créativité dans le contexte de la pandémie du COVID-19**.

Mme Guiomar ALONSO (Conseillère régionale pour la culture/Afrique de l'Ouest, Sahel, UNESCO) a parlé du projet **50/50 pour les femmes : Soutenir la diversité et l'égalité dans les secteurs des arts et de la culture en Afrique**, en soulignant que **les questions de genre doivent être intégrées dans les industries créatives et artistiques**. Elle a poursuivi en soulignant que l'absence de cette prise en compte crée une discrimination à l'égard des femmes.

Mme Alessandra BORCHI (Coordinatrice du programme Transcultural, Bureau de l'UNESCO à La Havane) a passé en revue le projet Transcultural qui se déroulera jusqu'en 2023 et qui couvre tous les

secteurs culturels, tout en se concentrant sur la formation et le renforcement des institutions. Elle a conclu en disant que **l'objectif du projet est de créer des réseaux entre les pays des Caraïbes et de l'UE et de renforcer les capacités.**

Mme Ana Paula OLIVEIRA (Chargée de projet, Délégation de l'Union européenne en Angola, Service européen pour l'action extérieure) a présenté le **projet Procultura, qui vise à faire avancer les projets culturels dans les pays africains.** A cette fin, le projet met en place des programmes de bourses internationales, de résidences d'artistes et de créations, ainsi qu'un soutien financier pour favoriser l'accès aux marchés internationaux.

Le Dr. Ibrahim NORBERT RICHARD (Secrétaire général adjoint du Département des affaires politiques et du développement humain, Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)) a discuté du **programme Culture ACP-UE.** Ce programme, doté d'un budget de 40 millions d'euros, **couvre tous les domaines de l'art et de la création, encourageant l'innovation et la création d'emplois pour les jeunes et les femmes.** Pour conclure sa présentation, il a indiqué que le programme se positionne au plus près des opérateurs culturels en décentralisant leurs actions et en offrant des mécanismes de soutien aux coproductions audiovisuelles.

Mme Carol BOUWER (Fondatrice des Mbokodo Awards pour les Femmes dans les Arts, Directrice de la Fondation Norval et des Productions Carol Bouwer) a **souligné le rôle des femmes, à travers l'histoire, dans la réalisation de la paix.** Elle a ensuite présenté sa plateforme permettant de rassembler les gens pour parler des problèmes du passé. **Elle a appelé les dirigeants africains à donner plus de place à l'art, à l'innovation et à la musique.**

Le panel s'est ensuite terminé par une session de questions-réponses, au cours de laquelle le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux intervenants avant de présenter le second panel.

SESSION 1, Panel 2 : Protection et promotion du patrimoine culturel africain

M. Souyaibou VARISSOU (Directeur exécutif, Fonds africain du patrimoine mondial, AWHF) a indiqué que la liste du patrimoine mondial est en danger, et que le AWHF entend allouer des ressources à la construction et à la consolidation de la paix. Il a ensuite souligné l'atout que peuvent constituer les équipes transfrontalières pour générer des revenus durables, notamment grâce au tourisme durable.

Mme Noeline RAKOTOARISOA (Chef de Section, MAB Networking : Réserves de biosphère et renforcement des capacités, UNESCO) a présenté sa bonne pratique via une vidéo préenregistrée dans laquelle elle a fourni un bref historique du lac Tchad. Elle a ensuite expliqué que l'UNESCO, la Commission du bassin du lac Tchad et la Banque africaine de développement ont travaillé avec les communautés locales pour combattre la menace de sécheresse qui pèse sur le lac, mais aussi pour construire un avenir de dialogue et de paix. Enfin, elle a souligné l'importance pour les êtres humains de comprendre la nature et sa variabilité.

Mme Khaditatu L.A. CAMARA (Coordinatrice du programme culturel, UNESCO Dakar) a présenté le programme de lutte contre le trafic illicite des biens culturels en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce programme met en avant le fait que la destruction du patrimoine culturel est considérée comme un crime de guerre et repose sur quatre axes : le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de lutte contre le trafic illicite des biens culturels ; le renforcement des cadres juridiques nationaux ; la protection des collections nationales avec l'appui des musées ; la sensibilisation et la communication sur la protection des biens culturels.

Le panel s'est ensuite terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points forts des différentes interventions avant de clôturer la session.

SESSION 2, Panel 1 : *Prévenir les conflits, réduire les risques et construire la paix grâce au patrimoine culturel immatériel africain*

Mme Anne LEMAISTRE (Chef du Bureau d'Abidjan, UNESCO), modératrice de cette session, a présenté le thème et les intervenants du panel. Elle a également évoqué le projet mené par son bureau sur les forêts sacrées en Côte d'Ivoire, qui vise à lutter contre l'exploitation de ces forêts, à l'origine de nombreux conflits identitaires.

Mme Angela MARTINS (Chef de la Division de la culture, Département des affaires sociales, Union africaine) a commencé par présenter la loi modèle de l'UA, qui a été créée comme une stratégie efficace pour la protection du patrimoine et pour combler les lacunes existantes dans la législation des États membres. Elle a rappelé la nécessité de protéger le patrimoine culturel, notamment pour raconter l'histoire de l'Afrique et promouvoir la diversité culturelle. Enfin, elle a noté que l'Agenda 2063 de l'Union africaine envisage une identité culturelle forte, des valeurs et une éthique partagée pour l'Afrique.

Mme Esperanza FEZEU (Cheffe traditionnelle) a présenté Esperanza-CADE, l'organisation qu'elle dirige, qui promeut la culture africaine, le dialogue interculturel, le développement et la prévention des conflits.

Mme Emily DRANI (Co-fondatrice, Cross-Cultural Foundation of Uganda) a présenté la nouvelle initiative culturelle et éducative de sa fondation, qui propose des formations sur l'éducation au patrimoine et à la citoyenneté. Elle a ensuite mentionné le rôle que joue le patrimoine culturel immatériel dans l'identité, l'unité, l'appartenance et la justice sociale, et qu'il peut être transmis par l'éducation formelle et non formelle.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants avant d'introduire le second panel.

SESSION 2, Panel 2 : *Réintégrer l'histoire, les arts et les valeurs culturelles dans l'éducation pour promouvoir un nouveau récit pour l'Afrique*

Mme Nawel DAHMANI (Présidente du Comité technique et consultatif, Le Grand musée de l'Afrique) a débuté sa présentation en parlant du Grand Musée de l'Afrique, qui couvre une pluralité de domaines et donne accès à des contenus virtuels. Elle a abordé la nécessité de combler le fossé économique, notamment par le renforcement des capacités. Avant de parler de l'importance de promouvoir l'histoire des cultures africaines et de l'importance des musées comme lieux d'éducation.

M. Ahmed Farouk GHONEIM (Directeur, Musée national de la civilisation égyptienne) a parlé du Musée national de la civilisation égyptienne et a passé en revue son contenu. Il a poursuivi en disant que le musée se considère également comme un hub scientifique qui essaie d'intégrer un peu de patrimoine, de travail scientifique et de divertissement dans ses visites.

M. Maguemati WAGBOU (Professeur adjoint, Université nationale de Colombie, Chef du groupe de recherche sur la migration et le déplacement forcé) a commencé sa présentation en parlant du projet

Sauver l'histoire Afro-Latino, qui vise à mettre en lumière et à mieux comprendre l'histoire de l'Afrique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi qu'à renforcer le lien entre ces deux régions.

M. Yao YDO (Directeur du Bureau international d'éducation (BIE), UNESCO) a parlé d'un certain nombre de réflexions menées entre les experts et le BIE pour améliorer le curriculum dans les écoles africaines et le rendre plus pertinent pour les citoyens africains. Il a ajouté que l'objectif est d'intégrer les savoirs traditionnels, de mettre en valeur les cultures locales et l'histoire générale de l'Afrique.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où la modératrice a de nouveau donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Elle a ensuite résumé les points forts des différentes interventions avant de clore la session.

THEME III : L'Afrique et ses diasporas face aux conflits, aux crises et aux inégalités (Lundi 29 novembre 2021, 14h00 – 16h30)

Ce thème était structuré en deux sessions, comportant chacune deux panels.

Malgré d'énormes atouts qui pourraient créer la base d'une culture durable de paix et de prospérité, l'Afrique se maintient toujours dans un cercle vicieux et persistant d'insécurité, d'inégalités sociales et de catastrophes naturelles et humaines. Ce forum avait donc pour objectif d'explorer et de présenter les efforts et les initiatives catalytiques qui pourraient lutter contre les inégalités et la violence, réduire la pauvreté et prévenir les conflits en exploitant le fort potentiel stratégique (en termes de démographie et de ressources naturelles) de l'Afrique dans la construction d'une paix et d'un développement durables.

Ce forum s'est appuyé sur la mise en œuvre de l'ODD 1 et de l'aspiration numéro 1 de l'Agenda 2063 et a souligné l'impact positif de la diaspora pour le développement du continent.

SESSION 1, Panel 1 : La contribution des femmes africaines à la paix et à la sécurité

S.E. Mme Bineta DIOP (Envoyée spéciale de la Présidente de la Commission de l'UA sur les femmes, la paix et la sécurité, Commission de l'Union africaine), en sa qualité de Présidente de la session, a prononcé quelques mots introductifs et salué les panélistes et les co-organisateurs de la Biennale. Elle a brièvement rappelé les souffrances que le continent africain a connu au cours de l'histoire, et a souligné le fait qu'il continue d'être ravagé par des conflits armés, où les femmes sont souvent utilisées comme armes de guerre. Elle a ensuite insisté sur la nécessité de sortir de cette culture de l'impunité et de promouvoir la culture de la paix comme modèle fondamental de prévention des conflits. Elle a conclu son discours en parlant de l'exemple que les femmes peuvent donner pour le processus de paix et de l'importance de les inclure dans les organes de décision.

Mme Lidia Arthur BRITO (Directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est), modératrice de la session, a ensuite présenté le thème de la session et le panel avant de donner la parole aux intervenants.

Mme Memory ZULU (Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe à Harare) a présenté sa bonne pratique sur les droits des filles et des femmes handicapées au Zimbabwe, qui vise à collaborer avec les chefs traditionnels pour mettre en exergue les défis et discriminations que rencontrent les femmes au Zimbabwe.

S.E. Mme Morina MUJONDJO (Directrice par intérim, Centre international des femmes pour la paix en Namibie (IWPC)) a souligné le succès du lancement de l'IWPC malgré l'impact dévastateur de la pandémie sur les conditions et les moyens de subsistance des femmes. En outre, elle a déclaré que le lancement du Centre est le résultat de l'engagement de la Namibie à mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le Centre a quatre objectifs principaux : mettre l'accent sur la paix et la sécurité des femmes ; encourager le réseautage et la création de partenariats ; renforcer les capacités ; et la gestion de la recherche et des connaissances.

Mme Luisa QUILAMBO (Membre du Conseil mozambicain des religions) a commencé sa présentation sur la consolidation de la paix au Mozambique en évoquant la conception de la femme telle qu'elle est décrite dans la Bible, et qui est parfois utilisée à des fins d'oppression. Elle a ensuite souligné que les femmes sont très souvent absentes du processus de paix et de médiation alors que leur présence et leur point de vue seraient essentiels.

Mme Felicidade CHERINDA (Présidente du Conseil national chrétien du Mozambique) a abordé les défis que représente l'implication des femmes dans le processus de paix au Mozambique. Elle a souligné le succès de l'implication de ces groupes au sein des églises. Elle a indiqué que le Conseil travaille également sur les questions de paix et de terrorisme, donnant comme exemple la région de Cabo Delgado où les femmes sont intégrées et impliquées dans la prise de décision, et où il existe des groupes interreligieux pour la paix.

Mme Yvonne MATUTURU (Spécialiste de programme, Cheffe du secteur des sciences sociales et humaines, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale à Yaoundé) a présenté les grandes lignes du Réseau sur les femmes, la paix et la sécurité en Afrique et dans les diasporas, qui est le résultat de l'un des recommandations du Forum des femmes de la 1^{ère} édition de la Biennale de Luanda. Cette recommandation visait à renforcer la coopération entre les différents acteurs, en vue de reconnaître le rôle contributif des femmes africaines dans le processus de promotion et de construction de la paix et de la culture de la paix.

Le modérateur de la session a ensuite donné la parole aux jeunes leaders et aux intervenants pour une séance de questions-réponses avant de clôturer la session par un bref résumé de toutes les interventions.

SESSION 2, Panel 1 : Les descendants africains, les diasporas et l'avenir de la paix en Afrique

M. Edmond MOUKALA (Directeur, Bureau national de l'UNESCO au Mali) modérateur de la session a présenté le thème de la session et les quatre panélistes avant de leur donner la parole.

Edmond DEMBELE (Coordinateur scientifique du projet Kurugan Fuga (Mali), Institut de Recherche et des Sciences Appliquées, Université du Mali) a présenté son projet en indiquant que sa couverture géographique comprend tous les pays concernés par la route du Mandé. Il a poursuivi en disant que le projet, qui est encore en phase de développement, compte sur une pluralité de partenaires. Globalement, le projet sera au service des décideurs politiques, des chefs religieux et communautaires, des universités, des instituts de recherche et des enseignants. Il se concentrera sur les communautés et formera de jeunes chercheurs à la collecte de données auprès de la population afin d'identifier les principes et les valeurs qui ont permis d'institutionnaliser la paix.

M. Yoslán Silverio GONZÁLEZ (Centre de recherche en politique internationale, Cuba) a ensuite pris la parole pour partager quelques idées sur la diaspora africaine et sa contribution à la culture, ainsi que

sur le rôle de Cuba dans le développement socio-économique du continent africain. Elle a ajouté que les traditions africaines font partie intégrante de Cuba et qu'elles sont également présentes dans les espaces culturels. Elle a également mentionné un certain nombre d'institutions basées à Cuba et liées au programme La route de l'esclave (Fondation Fernando, Casa de las Americas). Enfin, elle a conclu ses propos en soulignant la contribution de Cuba à la formation de nombreux professionnels de la santé africains.

Prof. Lucia Helena OLIVEIRA DA SILVA (Chercheuse sur la diaspora africaine et l'histoire africaine au Brésil, Université de Sao Paulo, UNESP) s'est exprimé sur le projet CampinasAfro, qui est le résultat d'un partenariat entre la ville de Campinas, le Secrétariat des droits de l'Homme et l'UNESCO avec la collaboration de chercheurs universitaires d'origine africaine. Elle a ajouté que l'objectif du projet est de reconnaître l'influence africaine dans l'histoire des villes brésiliennes et d'identifier des sites importants et des lieux de mémoire avant de créer un musée qui rendra hommage à cette influence.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points forts des différentes interventions avant d'introduire la deuxième session.

SESSION 2, Panel 2 : *La lutte contre les inégalités sociales, la xénophobie, la stigmatisation et la discrimination*

Le **Dr. Dimitri NDOMBI** (Membre du Comité National MOST) a commencé sa présentation en précisant que le Programme de Réduction de la Pauvreté en Afrique centrale est une initiative du 2^{ème} Forum des Ministres en charge du Développement Social des pays d'Afrique centrale, sous l'égide du Programme de Gestion des Transformations Sociales (MOST) de l'UNESCO. Il a ensuite souligné que le Forum ministériel vise à renforcer les synergies entre les politiques publiques et la recherche en sciences sociales afin de répondre au défi de la pauvreté et de l'impact de la COVID-19. Il a ensuite évoqué les différents axes autour desquels le programme a été construit, à savoir la production de données, y compris les activités de formation et de recherche, l'économie verte, la transformation numérique, le renforcement des systèmes de santé, le renforcement du secteur productif et la vision prospective.

M. Phinith CHANTHALANGSY (Chef d'unité, spécialiste du programme Secteur des sciences sociales et humaines, Bureau régional de l'UNESCO à Harare) a évoqué les nombreux défis auxquels le continent africain a été confronté tout au long de son histoire avant de faire état de la vision de l'UNESCO sur les mouvements de libération nationale dans la région d'Afrique australe. Il a souligné que ces mouvements font partie du patrimoine et peuvent renforcer la solidarité et la coexistence mutuelle dans un espace commun, notamment dans la lutte contre la xénophobie, le racisme et la peur. Il a conclu ses propos en évoquant trois éléments : l'idée de produire deux modules sur le rôle des jeunes dans la lutte pour la liberté, et sur l'histoire et l'éducation dans la lutte contre la xénophobie ; l'idée d'utiliser les réseaux sociaux pour engager les jeunes sur ces questions ; la production d'un documentaire présentant le rôle des jeunes dans ces mouvements de libération nationale.

Dr Remane SELIMANE (Directeur national de la formation des enseignants au Mozambique) s'est exprimé sur la situation des personnes atteintes d'albinisme, expliquant que la peur de la contagion est liée à un manque d'éducation sur cette maladie génétique. Il a souligné la nécessité de créer une société plus éduquée sur le sujet, et d'investir dans l'éducation pour qu'il y ait plus de tolérance, et pour vaincre la stigmatisation.

Mme Raquel Matavele CHISSUMBA a présenté brièvement sa vision de la culture de la paix en Afrique, soulignant la nécessité d'assurer l'égalité des sexes et d'utiliser les ressources locales et

multidisciplinaires pour trouver des solutions locales aux défis et aux problèmes auxquels l'Afrique est confrontée.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points forts des différentes interventions avant de clore le dernier panel du thème.

THÈME II : Engager les jeunes en tant qu'acteurs de transformation sociale pour la prévention des conflits et le développement durable (mardi 30 novembre 2021, 9h00-12h30)

Ce thème était structuré en deux sessions, comportant chacune deux panels.

Ce forum s'est appuyé sur la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse, la Charte africaine de la jeunesse, la feuille de route de l'UA sur la réalisation du dividende démographique en investissant dans la jeunesse, et l'aspiration 4 de l'Agenda 2063. Le forum a montré qu'il existe un récit alternatif à celui qui dépeint les jeunes comme des auteurs ou des victimes de violence ; il a mis en lumière les histoires et les efforts quotidiens des jeunes femmes et des jeunes hommes engagés en tant qu'acteurs des transformations sociales vers la prévention des conflits et le développement durable, à travers diverses activités et projets aux niveaux communautaire, national, régional et continental.

SESSION 1, Panel 1 : Promouvoir et encourager l'engagement civique des jeunes : éducation à la paix, citoyenneté mondiale et développement durable

M. Salah KHALED (Directeur régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale) Modérateur de la session, a présenté les intervenants de ce premier panel sur le thème de l'engagement des jeunes, avant de leur donner la parole.

M. Alioune NDIAYE (Chef de la Division Paix, Gouvernance et Citoyenneté de l'Organisation Islamique Mondiale pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ICESCO) a présenté sa bonne pratique via une vidéo préenregistrée dans laquelle il a été rappelé que l'objectif du programme LTIPS est de former et de mobiliser les leaders en tant qu'acteurs du changement pour la paix. Le programme vise également à construire un réseau de jeunes ambassadeurs de la paix et à leur fournir des connaissances et des outils de leadership grâce à des interactions avec des leaders et des formateurs experts.

M. Gabriel TCHOKOMAKWA (Coordinateur du projet transfrontalier Gabon-Cameroun-Tchad) a présenté le projet transfrontalier Gabon-Cameroun-Tchad, qui est financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies et touche environ 1800 jeunes dans les trois pays. Il a ajouté que ce projet permet d'accroître la résilience des organisations pour la jeunesse face aux problèmes environnementaux, sociaux et économiques, mais contribue également à la préservation du patrimoine naturel et au renforcement de la coopération et de l'intégration sous-régionale.

Mme Alcina CUNHA (Coordinatrice de projet, Gouvernement angolais) a parlé du projet JIRO, qui vise à sensibiliser les jeunes à la santé sexuelle et reproductive et qui est mis en œuvre par un travail multisectoriel. Elle a ajouté que le projet compte 250 volontaires qui travaillent sur le terrain avec les jeunes et les adolescents. En outre, le projet vise à lutter contre les mutilations génitales, les mariages précoces et à éduquer les filles sur leur avenir.

Le panel s'est terminé par un bref résumé du modérateur mettant en évidence les idées clés qui ont émergé des présentations, notamment : l'exclusion, en référence à la vulnérabilité des jeunes face aux réseaux armés ; et l'éducation, en particulier en ce qui concerne la santé reproductive et sexuelle.

Cette séance a été suivie d'une session de questions-réponses, au cours de laquelle le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants avant de présenter le panel suivant.

SESSION 1, Panel 2 : Employabilité, esprit d'entreprise (y compris les industries culturelles et créatives, mais aussi les économies verte et bleue) et autonomisation économique des jeunes

Mme Aurea PEREIRA (Chargée de programme pour la société civile et la jeunesse, Délégation de l'Union européenne en Angola) a évoqué la stratégie de l'UE pour la jeunesse 2019-2027 qui est une stratégie de soutien de l'Union européenne visant à renforcer l'enseignement supérieur, l'économie et la création d'emplois pour les jeunes. Cette stratégie a notamment permis le lancement d'un appel d'offres pour la création de cours d'enseignement supérieur de niveau master en Angola, et permet l'engagement des jeunes dans des projets de l'UE.

M. Nicolau MIGUEL (Jeune volontaire de l'Union africaine) a commencé sa présentation en rappelant que l'Afrique est un continent jeune et qu'il est essentiel de prendre en compte cette jeunesse. Il a poursuivi sur l'initiative Un million d'ici 2021 en disant qu'elle vise à créer un million de nouvelles opportunités pour les jeunes en termes d'entrepreneuriat, d'emplois, d'éducation et d'investissement.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, au cours de laquelle le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants avant de clore la session.

SESSION 2, Panel 1 : Introduction à la prospective et à l'innovation sociale des jeunes pour le développement durable et la cohésion sociale

M. Karim HENDILI (Directeur a.i., Bureau multipays de l'UNESCO pour l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie), modérateur de la session, a présenté cette deuxième session et les intervenants du panel.

Mme Cathy Melissa ABORE EMEMAGA (Architecte, Fondatrice de Refresh Concept) a parlé du projet Laboratoires du nouveau monde inspiré d'une expérience pilote au Gabon. Ce projet s'inspire d'une approche intelligente conçue par l'UNESCO et appelée littératie des futurs et vise à intégrer le futur dans la conception du présent. Elle a conclu en disant que le projet a créé une communauté de jeunes, qui promeut le concept de laboratoires du nouveau monde avec le soutien de la municipalité de Libreville et du système des Nations Unies.

Mme Apphia Nyasha MUSAVENGANA (Présidente de Concord Young Women in Business et représentante régionale de la SADC auprès de MOSFA) a souligné l'importance de la jeunesse pour contribuer au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Elle a poursuivi en indiquant que Concord Young Women a lancé le projet « Soutenir l'innovation sociale », qui vise à mobiliser les jeunes en Afrique pour rassembler des idées et des connaissances et promouvoir leurs entreprises.

M. Mohamed ALAOU (Chef de la section des sciences naturelles - Bureau de l'UNESCO pour la région du Maghreb) a présenté le projet Imaginer les Futurs de l'Afrique (IAF) qui vise essentiellement à promouvoir la prospective et la science de la prospective sur le continent africain, en prenant en compte la jeunesse et en proposant diverses formations. Il a indiqué que cela consiste en une réflexion commune sur le futur souhaité, la mise en commun des ressources et le développement de solutions innovantes adaptées au contexte africain.

Le modérateur a résumé les points saillants des différentes interventions, rappelant que des questions relatives à la prospective, à la connaissance et au renforcement des capacités ont été soulevées. Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants avant de présenter le second et dernier panel.

SESSION 2, Panel 2 : La jeunesse et le rôle du sport pour la cohésion sociale et la paix

Mme Christine WAMBUGU (Cheffe du programme de santé des adolescents, Ministère de la santé) a présenté le projet « Faire de chaque école, une école de promotion de la santé ». Une école promotrice de santé est une école qui renforce continuellement sa capacité à fournir des environnements propices au travail et à l'apprentissage.

Mme Rosaline AMBA KWENDE (Représentant M. Yahya Al-Matarr JOBE, Président de la Confédération Africaine des Jeux et Sports Traditionnels (ATSGC)) a rappelé que la population africaine est jeune et que leur créativité et leur innovation sont le moyen de relever les défis du continent. Elle a ensuite souligné l'importance de transmettre les valeurs d'inclusion, de paix et de dialogue aux jeunes. Selon elle, l'autonomisation et l'émancipation des femmes et l'emploi des jeunes doivent être intégrés dans les priorités de tous les programmes nationaux. Elle a ensuite exprimé le souhait de la Confédération de renforcer la coopération sur le continent autour des sports traditionnels. Elle a parlé d'un projet mis en place par la Confédération qui vise à contribuer au développement psychologique et physique des jeunes et à leur faire comprendre l'importance des sports traditionnels.

M. Yao YDO (Directeur du Bureau international d'éducation (BIE) de l'UNESCO) a parlé de la promotion des valeurs du sport à travers l'éducation, la santé et la gouvernance des fédérations sportives. Il a évoqué la contribution du sport à la cohésion sociale et à la paix, en prenant pour exemple les troubles qui sévissent encore sur le continent africain (liés aux différences religieuses, à l'oisiveté des jeunes et à l'instrumentalisation des conflits). Le sport peut ainsi rassembler des jeunes de tous horizons, construire la solidarité et créer des emplois. Il a conclu en mentionnant un projet lancé en 2018 qui porte sur la promotion des valeurs du sport par l'éducation, partant du constat que l'éducation physique n'enseigne pas ces valeurs. Il a indiqué que le projet comprend également la lutte contre le dopage à travers la gouvernance sportive avec l'inclusion des femmes dans les institutions fédérales et sportives.

Le panel s'est terminé par une session de questions-réponses, où le modérateur a donné la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points forts des différentes interventions avant de clôturer cette dernière session thématique.

THEME IV : Exploiter le potentiel des océans pour le développement durable et la paix (Mardi 30 novembre 2021, 14h00-16h30)

Ce thème s'est articulé autour de deux sessions, avec deux panels pour la première et un pour la seconde.

Les eaux côtières et océaniques de l'Afrique occupent trois fois sa masse terrestre et deviennent de plus en plus pertinentes en tant que source de croissance économique et d'emploi sur le continent. Dans le cadre de la Décennie africaine des mers et des océans (2015-2025) et de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030), ce quatrième forum offre l'occasion de mobiliser les parties prenantes afin que l'Afrique exploite les sciences et la recherche océaniques pour prévenir les conflits et exploiter au mieux son potentiel d'économie bleue. Il permettra également d'étudier les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001).

Session 1, Panel 1 : Océans de paix et d'opportunités : ressources, dividende démographique, parité hommes-femmes, économie bleue, coopération scientifique et diplomatique, coopération Sud-Sud

S.E. Mme Josefa Leonel CORREIA SACKO (Commissaire de l'Économie Rurale et Agriculture, Commission de l'Union africaine), présidente de la session, a ouvert la session en encourageant tous les acteurs à rejoindre les actions en faveur des océans et à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Elle a poursuivi en soulignant l'urgence de développer de nouveaux modèles économiques et l'engagement de la Commission de l'Union africaine dans la mise en œuvre d'un plan d'action pour la nouvelle économie stratégique. Elle a conclu en disant que la présente thématique contribue à la Vision africaine de l'eau pour 2025, et qu'elle est nécessaire pour transformer la gestion des océans ainsi que l'économie bleue.

M. Mika ODIDO (Coordinateur de la COI pour l'Afrique, UNESCO) modérateur, a ensuite introduit la thématique et le déroulement de la session ainsi que les intervenants et de leur laisser la parole.

Mme Suzan KHOLEIF (Institut national de l'océanographie et de la pêche) a débuté sa présentation sur la Décennie des Nations Unies pour les océans en s'interrogeant sur la meilleure façon de lutter contre la détérioration des océans qui est l'une des conséquences de la pollution. Elle a rappelé que l'Afrique est le continent le plus pollué par le plastique, et qu'il est temps d'y remédier. Elle a également évoqué le lancement par les Nations unies, de la décennie d'action pour protéger les océans et qui vise à tirer parti des bienfaits des océans pour le développement et générer des données pour le bien de la société, réduire la pauvreté et les problèmes d'alimentation ou encore aborder les questions de développement pour les femmes et les peuples autochtones.

M. Ademola AJAGBE (Directeur régional pour l'Afrique, BirdLife International) a abordé la question des hautes mers et de leur rôle et impact pour l'humanité, en rappelant qu'elles contribuent au fonctionnement de la planète et de la biodiversité marine. Le projet Strong High Seas vise donc à mettre en place une stratégie pour le développement d'approches de gouvernance intégrée dans le respect de la diversité Marine, spécifiquement pour les zones qui se trouvent au-delà des juridictions nationales. C'est donc un projet qui repose sur les échanges régionaux entre l'ensemble des régions marines et qui implique des options de coopération régionale avec différents accords.

Dr. Claudia DELGADO (Coordinatrice, OceanTeacher Global Academy (OTGA) a présenté le Projet OceanTeacher Global Academy qui prétend mettre à disposition des parties prenantes, un ensemble de cours en format hybride pour favoriser le partage d'informations entre les organisations et les participants. Elle a terminé en soulignant l'avantage que représente l'apprentissage des sciences océaniques en ligne, et précisé qu'elle souhaite voir éducation hybride devenir la norme pour permettre un enseignement capable de relever les défis du siècle.

M. Daniel SIMBA (Chef du département de l'aménagement de l'espace marin, ministère de l'Agriculture et de la pêche) a présenté Marisma, un projet qui a comme objectif d'identifier des aires marines d'importance écologique ou biologique dans la zone économique de l'Angola ; d'appeler à transformer ces aires marines ; d'élargir l'organisation de l'espace marin en se basant sur les leçons tirées du projet pilote.

M. Sachooda RAGOONADEN (Projet Sandwatch de l'UNESCO) a présenté sa bonne pratique via vidéo préenregistrée et dans laquelle il était expliqué que le Projet Sandwatch consiste à surveiller l'érosion des plages ; mesurer la largeur des plages ; collecter et analyser des échantillons ; faire des mesures météorologiques ; collecter des échantillons d'eau en collaboration avec le ministère de l'Économie bleue ; collecter des débris.

Ce panel s'est terminé par une session Questions/Réponses, où le modérateur a accordé la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points saillants des différentes interventions avant d'introduire le panel suivant.

Session 1, Panel 2 : L'océan, les petits États insulaires en développement (PEID) et les défis de l'adaptation aux changements climatiques

M. Diane ABOUBAKAR (Chargé de programme principal, Réduction des risques de catastrophes, Commission de l'Union africaine) a présenté le MHEWS qui est un programme pour l'opérationnalisation du système précoce multirisques en Afrique couvrant plusieurs États, financé par le Gouvernement italien et mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine et d'autres partenaires. Il a précisé que le programme vise à renforcer la résilience des communautés afin de réduire le nombre de personnes déplacées, mais aussi à renforcer la collaboration entre les secteurs et à promouvoir la solidarité pour le partage d'informations et la sensibilisation.

Mme Mecklina MERCHADES (Météorologue principal, Autorité météorologique de Tanzanie) a présenté sa bonne pratique sur les leçons tirées de la mise en œuvre du programme GFCS en Tanzanie. Elle a mis en avant le fait que ce programme, mis en œuvre de 2014 à 2020, était axé sur l'accessibilité et l'utilisation de services climatiques dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition, de la santé et de la réduction des risques. Elle a finalisé sa présentation en parlant de l'approche de ce programme qui incorporait les questions de genre dans le développement des capacités et dans l'accès aux informations météorologiques.

Dr. Zaheer ALLAM (Président, Conseil national de la jeunesse pour l'environnement, Bureau du Premier ministre) a exposé sa bonne pratique sur l'innovation, la créativité et l'engagement des jeunes en tant qu'acteurs du changement dans l'environnement des PEID. Il a rappelé que la population des PEID est en première ligne du changement climatique puisqu'elle souffre à une fréquence plus élevée des catastrophes naturelles et est parfois forcée de migrer à l'étranger. Il a continué en mettant en avant le fait que le changement climatique est une question de survie, et un multiplicateur de risques. Ajoutant plus encore que la seule réorientation des fonds ne permet pas d'assurer la résilience climatique. La prise en compte du rôle des jeunes dans l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets est nécessaire.

Prof. Johan HATTINGH (Professeur de philosophie, Université Stellenbosh) a parlé des principes éthiques en relation avec le changement climatique et les PIED, en relevant que les émissions climatiques émises aujourd'hui toucheront les générations suivantes pendant des siècles. Il a continué sa présentation en abordant les questions de la hausse des niveaux de mer, de la perte de biodiversité et des tempêtes systémiques en disant que les capacités institutionnelles ne permettront pas de lutter contre le changement climatique. Avant d'aborder ce en quoi consistent ces principes éthiques, en indiquant qu'ils requièrent une solidarité avec les victimes du changement climatique, le respect de la science et des connaissances autochtones et locales et qu'ils doivent s'articuler sur l'expérience de la population locale.

Mme Zulmira RODRIGUES (Cheffe, Petits États Insulaires en Développement, UNESCO) s'est exprimée sur l'expérience des PIED et des défis qu'ils rencontrent dans l'accès à des prêts à taux préférentiel, du fait de leur vulnérabilité à des catastrophes climatiques. Elle a souligné que l'UNESCO se concentre essentiellement sur trois aspects : les discussions météorologiques ; le soutien de l'élaboration de politiques publiques ; le renforcement des capacités et l'inclusion de la diversité des PIED et de leur population pour prendre en compte l'interdépendance de la nature et de la culture. C'est ainsi qu'UNESCO contribue à l'amélioration des infrastructures, de l'éducation au développement durable et de son intégration dans les curricula, mais aussi au renforcement des capacités en considérant la résilience et la vulnérabilité comme deux facettes du même problème.

Ce panel s'est terminé par une séance de Questions/Réponses, où le modérateur a accordé la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants avant de clore la session.

Session 2, Panel 1 : Nouvelles expériences en matière de développement durable : tourisme côtier et patrimoine sous-marin, gestion des déchets

M. Imam BISHAR (Directeur ai, Bureau régional de l'UNESCO pour les Sciences dans les États arabes) **modérateur de la session** a introduit le thème de ce panel en évoquant l'immense patrimoine sous-marin dont dispose l'Afrique et en rappelant que la Convention de l'UNESCO de 2001 vise à protéger ce patrimoine. Il a ensuite invité les différents intervenants à prendre la parole et à partager leurs bonnes pratiques.

M. Souayibou VARISSOU (Directeur Exécutif, Fonds pour la Patrimoine Mondial Africain (AWHF) a commencé sa présentation en soulignant que le patrimoine africain peut être utilisé pour construire la paix. Il a évoqué la possibilité d'utiliser des ressources transfrontalières pour générer des revenus durables, notamment à travers le tourisme durable et des produits dérivés. Il a terminé en évoquant l'initiative de l'Union africaine pour la consolidation économique et monétaire, et qui permet de renforcer l'intégration régionale.

M. Chris STEENKAMP (Membre de la Fédération sous-marine de Namibie et membre fondateur de Dantica Diving and Adventures) a indiqué que la mission de sa Fédération est de préserver le patrimoine culturel subaquatique en promouvant les sports aquatiques. Il a expliqué que des projets de restauration des arts ont eu lieu et que la Fédération a lancé plusieurs expéditions dans les eaux pour le faire. Il a mentionné entre autres la loi de 2004 sur le patrimoine national de la Namibie visant à établir un Conseil national du patrimoine sur les naufrages et vestiges le long des côtes. Avant d'évoquer Dantica Diving and Adventures dont les objectifs sont axés principalement sur les grottes et les lacs.

Dr. Emad KHALIL (Président de l'Université d'Alexandrie et titulaire de la Chaire UNESCO sur le patrimoine culturel subaquatique (UCH) au Centre d'archéologie maritime et du patrimoine culturel subaquatique (CMAUCH), Faculté des Arts, Université d'Alexandrie) a présenté son Organisation et de son groupe cible, soit les étudiants et chercheurs amenés à rejoindre leurs programmes d'éducation et de formation. Il a ensuite développé en détails son programme de sensibilisation en archéologie maritime, qui cible la jeunesse et incorpore des événements et activités dans les écoles pour promouvoir le patrimoine culturel subaquatique et sa préservation.

Dr. Wele MOUSSA (Bureau de l'UNESCO à Dakar) a livré son expérience quant au programme Coopération sous-régionale en Afrique de l'Ouest pour la protection de l'UCH dans l'Océan Atlantique mené par UNESCO et relatif au développement de la protection sous-marine et du patrimoine naturel subaquatique. Il a indiqué que des actions sont en cours et que des sites du patrimoine culturel bénéficient de ce programme avec la plongée sous-marine. Il a souligné également le rôle des musées et l'importance de la sensibilisation dans la protection du patrimoine culturel subaquatique.

Dr. Caesar BITA (Archéologue sous-marin, Musées nationaux du Kenya) s'est exprimé sur le projet MUCH qui vise à établir une base pour le développement durable des ressources marines naturelles et culturelles et valoriser le patrimoine culturel subaquatique pour les communautés.

Ce panel s'est terminé par une session Questions/Réponses, où le modérateur a accordé la parole aux jeunes leaders et aux différents intervenants. Il a ensuite résumé les points saillants des différentes interventions avant de clore cette dernière session thématique.

SESSION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE³ (Lundi 29 novembre 16h30-18h00)

La session du comité scientifique a été organisée exclusivement de manière virtuelle et a été modérée par :

Mme Ana Elisa SANTANA AFONSO, ancienne directrice du bureau de liaison de l'UNESCO à Addis-Abeba auprès de la CUA et de la CEA, et ancienne représentante de l'UNESCO en Éthiopie, et **Prof. José Octavio SERRA VAN DUNEM**, professeur à l'UAN et directeur du centre d'études des sciences juridiques, économiques et sociales (CEJES) de l'université Agostinho Neto (Angola).

Le thème de la session portait sur les « Identités africaines, cultures et sciences pour une culture de la paix », titre de la publication que le Comité a convenu de préparer pour donner suite à la Biennale. La publication explore le lien entre culture et éducation ; elle vise à repenser la notion de paix en Afrique, à réfléchir à la citoyenneté africaine et à la construction de l'africanité et à discuter du rôle stratégique des systèmes éducatifs dans la renaissance culturelle africaine.

Panélistes

- **Dr. Yonas ADAYE ADETO**, Directeur, Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS), Université d'Addis-Abeba (Éthiopie)
- **Paulo INGLES**, Vice-recteur, Université Jean Piaget (Angola)

Trois panélistes n'ont pas pu assister à la session pour des raisons personnelles de dernière minute :

- **Prof. Jean Noel LOUCOU**, Secrétaire général, Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (Côte d'Ivoire)
- **Prof. Charles BINAM BIKOI**, Centre international de recherche et de documentation sur les traditions et les langues africaines (CERDOTOLA)
- **Mme Coumba FALL VENN**, Administratrice du Centre panafricain pour le genre, la paix et le développement de Femmes Afrique Solidarité (Sénégal), n'a pas non plus pu être présente.

Présentations et discussions principales

Mme Ana Elisa SANTANA AFONSO, a remercié l'équipe de coordination de la Biennale pour l'invitation ainsi que tous les participants, en particulier les membres du Comité Scientifique pour leur disponibilité. Elle a également saisi l'occasion pour exprimer ses remerciements au Gouvernement de l'Angola pour la manière dont il contribue à la promotion de la Culture de la Paix ainsi que pour tous les efforts qu'il a déployés pour le succès de la 2^{ème} édition de la Biennale de Luanda malgré la pandémie de COVID-19.

Prof. José Octavio SERRA VAN DUNEM, a remercié la Commission de l'Union africaine pour le soutien qu'elle a apporté à la préparation de la Biennale et a également félicité les membres du Comité

³ Créé dans le cadre de la 2^{ème} édition de la Biennale de Luanda, le Comité scientifique pour la culture de la paix réunit des experts, des scientifiques, des universitaires, des écrivains, des praticiens, des fonctionnaires internationaux et bien d'autres encore, issus des 5 régions d'Afrique et de la diaspora.

Le Comité est composé de 21 représentants et de 3 membres observateurs (UNESCO, Commission de l'Union africaine et le gouvernement angolais). Il joue un rôle consultatif, offre des conseils sur le programme de la Biennale et développe des réflexions académiques, contribuant à l'identification de bonnes pratiques, et à la création d'une Alliance de Partenaires pour la promotion de la Culture de la Paix en Afrique.

scientifique. Il a mentionné qu'une note conceptuelle a été distribuée pour alimenter les discussions et soutenir la publication que le Comité scientifique publiera dans le cadre du suivi de la Biennale.

Prof. Yonas ADAYE ADETO a remercié les membres du Comité Scientifique, le Gouvernement angolais, l'UNESCO et la CUA d'avoir rassemblé les esprits les plus brillants du continent pour discuter de la culture de la paix. Il a souligné que la **culture de la paix est un élément clé pour transformer l'avenir de l'Afrique et son image dans le monde**. L'intervention du Prof. Yonas s'est concentrée sur le thème « **Faire taire les armes** ». Il s'est focalisé sur les aspects structurels du concept « Faire taire les armes » et a articulé son intervention autour de trois éléments clés : la **lutte contre la violence et les inégalités structurelles, la décolonisation de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique et la nécessité de créer une solidarité entre l'Afrique et le reste du Sud**. Tout d'abord, le Prof. Yonas a insisté sur le fait que si les armes retentissent, c'est à cause de la pauvreté et des inégalités. **Si les besoins fondamentaux font défaut, les conflits se poursuivront**. Par conséquent, « **faire taire les armes** » signifie **réduire la pauvreté en s'attaquant à la violence structurelle et à l'inégalité structurelle**. Il a pris l'exemple des PAS (Programmes d'Ajustement Structurel) qui ont été imposés à l'Afrique et qui n'ont donné aucun résultat car ils ne reflétaient pas nos valeurs et notre culture. S'appuyant sur l'expérience de l'Éthiopie, le Prof. Yonas a expliqué que l'Afrique doit commencer à financer ses propres missions de maintien de la paix. « **Tant que nous ne décoloniserons pas nos esprits, nos programmes d'éducation, nos cultures, notre gouvernance, nos sociétés, ce ne seront que des paroles en l'air. La façon dont nous analysons la sécurité, la paix, la gouvernance et les études culturelles doit tenir compte de nos spécificités, de notre contexte, de nos connaissances endogènes** ». Enfin, le **Dr Yonas a insisté sur la solidarité africaine basée sur la philosophie africaine UBUNTU, « Je suis parce que tu es** ». S'appuyant sur le conflit actuel en Éthiopie, il a expliqué que le FLPT ne représente pas l'Éthiopie et qu'il est instrumentalisé par l'Occident pour ses propres intérêts.

Le **Prof. Paulo INGLES** a abordé le thème des « **identités** ». **Il a expliqué que l'identité est utilisée par différents acteurs comme un mécanisme de division**. Pour le professeur Paulo, nous devrions transformer la question de l'identité en un espace que nous pouvons construire pour vivre ensemble. L'identité peut être un canal de communication avec les autres. Ces canaux sont précisément ce qui manque dans le monde d'aujourd'hui. Les conflits entre personnes d'origines différentes, même en Afrique, naissent lorsque les différences sont activées pour créer la division. Le professeur INGLES a donné l'exemple de l'un de ses collègues mozambicains qui travaille en Allemagne et qui n'a pas pu assister à une conférence en Tunisie parce qu'il n'avait pas reçu de visa alors que ses collègues allemands n'en avaient pas besoin. Pour conclure, le professeur Paulo a mentionné qu'**il y a une dichotomie entre l'identité dont nous parlons et l'identité comme source de séparation. Nous avons besoin d'un discours sur l'identité qui unifie**.

Le **Prof. David ADAMS** a **présenté le réseau d'information sur la culture de la paix** qu'il coordonne. Il a souligné que d'après les différents articles que le réseau a reçus, deux régions du monde sont pleinement engagées dans la promotion de la culture de la paix : l'Afrique et l'Amérique latine. Le professeur David a défini de manière générale ce qu'est la culture de la paix et a approuvé la présentation du Prof. Yonas.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture a eu lieu le mardi 30 novembre 2021, à la forteresse de São Miguel. La cérémonie s'est déroulée en présence de représentants⁴ de haut niveau du gouvernement angolais, de l'Union africaine et des CER, ainsi que de représentants des agences des Nations unies, de ministres de divers pays et de partenaires.

S.E. Mme Bineta DIOP (Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité) a commencé ses remarques en soulignant l'importance et la pertinence de la tenue de la Biennale de Luanda, face à une Afrique qui « reste confrontée à de nombreux conflits qui sapent la paix, la cohésion sociale des peuples africains et le développement durable ». Elle a **insisté sur la nécessité d'impliquer les jeunes et de promouvoir la culture de la paix par l'éducation**. Elle a ensuite réitéré le soutien de son Bureau à la réalisation des engagements des différents États membres en matière de droits des femmes, de paix et de sécurité. **Elle a ajouté que « notre histoire et nos valeurs africaines communes doivent être le fondement de notre humanité »**. Elle a conclu ses propos en indiquant que **la bonne gouvernance est ancrée dans les racines et les valeurs africaines depuis la Charte de Manden. Ces mêmes valeurs sont en accord avec les objectifs de la Biennale de placer les jeunes, les femmes et toutes les communautés au centre des politiques et de la gouvernance afin de parvenir à des sociétés équitables**.

S.E. Santiago IRAZABAL MOURÃO (Président de la Conférence générale, UNESCO) a commencé par saluer la collaboration entre l'Union africaine, le gouvernement de la République d'Angola et l'UNESCO. Il a souligné que la **Biennale de Luanda est l'occasion de revisiter le concept de la culture de la paix afin de répondre aux défis actuels**, et qu'elle permet également à l'UNESCO de réaffirmer son engagement envers le continent africain. Il a poursuivi en affirmant que « **la consolidation de la paix et de la sécurité internationale repose sur la culture** », ajoutant en outre que ces éléments sont essentiels pour « favoriser l'appropriation locale et promouvoir le développement durable ».

S.E. Mme Carolina CERQUEIRA (Ministre d'État aux affaires sociales, Angola), qui a présidé la cérémonie de clôture, a **commencé son intervention en rappelant que l'Angola, étant donné son histoire, connaît très bien les conséquences des conflits. Elle a ensuite souligné la nécessité de vivre**

⁴ S.E. Mme **Carolina CERQUEIRA** (Ministre d'État aux affaires sociales de l'Angola) ; S.E. Mme **Bineta DIOP** (Envoyée Spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité du président de la Commission de l'Union africaine) ; S.E. M. **Gilberto Da Piedade VERISSIMO** (Président de la Commission, Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)) ; S.E. M. **Santiago IRAZABAL MOURÃO** (Président de la Conférence générale, UNESCO) ; Mme **Awa DABO** (Cheffe adjoint du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix/UNDPPA, Directeur des affaires politiques) ; M. **François FALL** (Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, UNOCA) ; S.E. M. **Georges Rebelo PINTO CHIKOTI** (Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS)) ; M. **Khaled SHERIFF** (Vice-Président pour le développement régional, l'intégration et la prestation de services, Banque africaine de développement (BAD)) ; M. **Zacarias DA COSTA** (Secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise, CPLP) ; Mme **Marina SERENI** (Vice-Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Italie) ; S.E. **Nikola SELAKOVIC** (Ministre des affaires étrangères, Serbie) ; S.E. **Mikhail SHVYDKOYS** (Représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération culturelle internationale) ; Mme **Janice KHUMALO** (responsable de l'engagement des jeunes, division de la jeunesse de la Commission de l'Union africaine, CUA).

en paix pour assurer le développement et le progrès. Se félicitant de la poursuite de la tenue de la Biennale malgré la pandémie, elle a souligné l'espoir que l'Alliance des partenaires devienne un mouvement permanent de prévention des conflits.

S.E. M. Gilberto Da Piedade VERISSIMO (Président de la Commission, Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)) a ensuite **pris la parole au nom de la CEEAC et des huit autres Communautés économiques régionales (CER) pour lire la déclaration conjointe sur la culture de la paix adoptée le 13 août 2021 lors de la réunion des chefs régionaux.** Il a également souligné qu'à ce jour, la CEEAC est la seule CER à avoir rejoint le Comité de pilotage de la Biennale. Il a commencé son discours en indiquant **l'impact de la pandémie sur la vie des populations,** notamment en réintroduisant la méfiance dans le quotidien de populations déjà fragilisées. Il a ensuite procédé à la lecture de la déclaration.

S.E. M. Georges Rebelo PINTO CHIKOTI (Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)) a brièvement remercié les co-organisateurs avant **d'évoquer la volonté commune de donner un nouveau souffle au multilatéralisme par le dialogue et le renforcement de la coopération entre les membres.** Par ailleurs, il a rappelé que **la collaboration est la clé pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés, et a proposé que la fondation culturelle proposée par l'OEACP intègre les initiatives de cette Alliance de partenaires.** Il a salué l'initiative de la création de cette Alliance qui, selon lui, permettra de resserrer les liens et de faire émerger des synergies pour la culture de la paix.

M. Khaled SHERIFF (Vice-président pour le développement régional, l'intégration et la prestation de services, Banque africaine de développement (BAD)) a salué la tenue de la Biennale en indiquant que **la BAD partage les mêmes aspirations et contribue à la paix et à la prospérité sur le continent.** Il a rappelé à quel point il est essentiel de s'attaquer aux fragilités du continent africain, notamment **l'accès à l'eau potable pour tous.** Il a insisté sur **la nécessité de créer des emplois pour les jeunes et les femmes, et de tirer parti des entreprises en ligne pour promouvoir les cultures africaines et soutenir l'industrialisation.**

M. Zacarias DA COSTA (Secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise, CPLP) a félicité les entités co-organisatrices pour l'organisation de cet événement qui « réaffirme les valeurs de la culture de la paix ». Il a **rappelé que la CPLP travaille sur les questions sociales et la diversité culturelle, et encourage également les échanges et la compréhension mutuelle entre les populations.** Il a ensuite terminé son intervention en rappelant que **l'adhésion de la CPLP à l'Alliance permettra de promouvoir les industries créatives et culturelles et d'encourager la solidarité et la cohésion sociale.**

M. François FALL (Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA)) a **évoqué les actions mises en œuvre par l'UNOCA en matière de femmes, de paix et de sécurité, en soulignant l'importance de leur accès à une pleine autonomie.** Il a ensuite déclaré que **l'adhésion à l'Alliance des Partenaires est une opportunité en or pour promouvoir la culture de la paix sur le continent et traduire les différents engagements en actions concrètes.**

Mme Awa DABO (Cheffe adjointe du Bureau d'appui des Nations unies pour la consolidation de la paix/UNDPPA, Directrice des affaires politiques) a réaffirmé que « **la compréhension culturelle, l'égalité des sexes et le dialogue sont essentiels pour prévenir la violence, résoudre les conflits et promouvoir une culture de la paix** ». Elle a ajouté qu'il est impératif de créer des opportunités pour les jeunes, ainsi que la création d'un environnement favorable à la protection des droits de l'Homme.

Mme Marina SERENI (Vice-ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Italie) a rappelé l'état de la paix et de la sécurité sur le continent et l'impact de la pandémie sur l'instabilité qui a accru les clivages et les fractures entre les populations. Elle a ensuite **affirmé l'engagement de l'Italie à renforcer le dialogue entre l'Europe et l'Afrique et à contribuer à la réalisation des objectifs de paix et de stabilité globale**. Elle a **souligné, en outre, la volonté que cette coopération conduise au développement durable, à la paix et à la prospérité des peuples**.

M. Jean Van WETTER (Directeur général de l'Agence belge de développement, ENABEL) a tout d'abord indiqué **que la paix et la sécurité sont au cœur de la stratégie d'ENABEL**. Il a également rappelé qu'**ENABEL est en contact avec la diaspora africaine et mène différents projets qui l'impliquent et l'encouragent à investir en Afrique**.

S.E. Mikhail SHVYDKOYS (Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour la coopération culturelle internationale) a salué la tenue de la Biennale, surtout en pleine pandémie, et a indiqué que la coopération avec l'Angola est très importante pour lui et la Russie. Il a conclu son discours en disant : « ***La culture est la force qui s'oppose au mal qui existe*** ».

S.E. Nikola SELAKOVIC (Ministre des Affaires étrangères, Serbie) a **réitéré le soutien de la Serbie aux activités de l'UNESCO, et a rappelé l'importance qu'elle attache à la contribution des arts, de la culture et du patrimoine à la paix durable et au rôle des jeunes dans la prévention des conflits**. Il a ensuite mis en évidence les différents **défis** auxquels nous sommes confrontés, en parlant plus particulièrement de **la politisation du patrimoine culturel et du révisionnisme historique à travers la politisation de l'éducation**. Il a terminé son discours en soulignant que « ***les jeunes sont des ponts qui rapprochent les gens*** » et que c'est la raison pour laquelle **la Serbie entend continuer à offrir des bourses d'études**.

Mme Janice KHUMALO (Chargée de l'engagement des jeunes, Division de la jeunesse de la Commission de l'Union africaine, CUA) a lu le communiqué de la Biennale.

M. Vincenzo FAZZINO (Coordinateur international de la Biennale de Luanda) a conclu la cérémonie en lisant le message de la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay, dans lequel elle a félicité les équipes de coordination de la Biennale, et remercié l'Union africaine, et la République d'Angola pour la collaboration fructueuse. La suite du discours a souligné que **suite à la 41e session de la Conférence générale, l'UNESCO a de nouveau placé l'Afrique comme l'une de ses priorités globales pour la période 2022-2029 et a adopté une décision engageant ses États membres à soutenir la tenue des prochaines éditions de la Biennale**. Considérant enfin que « ***La culture de la paix et de la non-violence est une longue course de relais ; c'est en équipe, génération après génération, que nous la gagnerons*** ».

Les discours ont été suivis d'un concert de clôture

SESSIONS DE PARTENARIAT

Les sessions des partenaires ont été organisées exclusivement en ligne et sur invitation (sessions privées).

Les sessions étaient structurées en fonction des thèmes de la Biennale⁵ et des 4 initiatives phares (voir annexe 6) et les membres de l'Alliance des partenaires se sont réunis en fonction du thème et de l'initiative phare qui les intéressaient.

Chaque session était présidée par un membre des Communautés économiques régionales, et chaque initiative phare a fait l'objet d'un court métrage soulignant l'importance du thème dans les valeurs africaines pour la culture de la paix. L'initiative phare était illustrée par un présentateur.

THEME 1 : La contribution des arts, de la culture et du patrimoine à la paix durable

(Mercredi 1er décembre, 10h00-12h30)

Veuillez consulter l'annexe

Ce thème est ancré dans les valeurs africaines. La musique, les arts, la mode, les industries créatives et le patrimoine culturel représentent l'un des principaux secteurs d'activité en Afrique. La pandémie a néanmoins fortement affecté les revenus des artistes africains et du secteur événementiel, mais elle a également mis en lumière la contribution positive des artistes.

Mme Yvette NGANDU, Présidente de la session a remercié les organisateurs pour l'intégration de la CEEAC dans le processus de la Biennale. Elle a ouvert cette session en rappelant le contexte que nous traversons, celui des crises successives, qui ont parfois plongé les individus et les communautés dans un malaise psychologique face à un avenir qui se complexifie. Ajoutant que le thème de cette session nous rappelle que le développement culturel peut devenir un outil au service de la communauté, un puissant levier pour tisser des liens et conduire à la paix au-delà de sa fonction récréative.

Mme Guiomar ALONSO CANO est intervenue en tant que présentatrice de la session et a présenté l'initiative phare de ce thème, qui porte sur l'interaction des arts avec les conflits et leur contribution à la création de sociétés plus pacifiques. Elle a souligné l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le secteur artistique et culturel, et l'importance d'assurer la promotion des artistes, des professionnels et des institutions en Afrique, l'égalité des sexes et le renforcement des programmes éducatifs. **Mme Adele NIBONA**, a poursuivi en parlant de la promotion de la culture africaine pour défendre un nouveau récit pour le continent : renforcer l'intégration des cultures africaines dans les programmes scolaires et promouvoir l'enseignement de l'histoire africaine ; soutenir les créateurs ; sauvegarder et valoriser les manuscrits anciens et soutenir les nouvelles générations de musées en Afrique. Elle a également rappelé les défis liés à la perte du patrimoine africain, notamment les œuvres d'art qui ont quitté le territoire.

Les partenaires ont ensuite pris la parole pour présenter leurs organisations et les projets/programmes qui pourraient être intégrés à l'initiative phare :

China World Peace Foundation a souligné sa volonté de renforcer la coopération avec l'Afrique dans le domaine des arts et de la culture, avant de présenter son Organisation qui s'occupe de coopération

-
1. La contribution des arts, de la culture et du patrimoine à la paix durable
 2. Engager les jeunes comme acteurs de la transformation sociale pour la prévention des conflits et le développement durable
 3. L'Afrique et ses diasporas face aux conflits, aux crises et aux inégalités
 4. Exploiter le potentiel des océans pour le développement durable et la paix.

internationale, de neutralité et de bien-être public. La China World Peace Foundation contribue à la réalisation des objectifs de développement durable par le biais de diverses plateformes, dont le programme des Routes de la soie avec l'UNESCO. Sa fondation a également établi un modèle de bien-être public, de responsabilité sociale des diplomates et des personnes.

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a présenté son organisation et mis en avant le programme culturel ACP-UE financé par l'UE pour la période 2019-2026. Ce programme vise à encourager l'entrepreneuriat et l'innovation culturelle, la création de nouveaux emplois ainsi que l'augmentation des revenus des artistes et des créateurs. Ce programme a une approche innovante puisqu'il adopte un fonctionnement décentralisé basé sur le partenariat et le principe du financement en cascade. La plateforme Culture Exchange, un autre projet développé par l'OEACP, permet l'échange de connaissances et de compétences en tant qu'outil de mise en relation des communautés professionnelles.

Camoës, une agence de développement, a présenté une initiative phare financée par l'Union européenne, en soulignant les bons résultats obtenus en termes de développement humain grâce à des activités de formation et de tutorat. Ce projet est basé sur des partenariats avec différents acteurs, couvrant 180 organisations du secteur public et privé.

Le Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA) souhaite renforcer le lien entre le Forum d'Assouan et la Biennale de Luanda. Un suivi de la Biennale de Luanda lors du prochain Forum d'Assouan, en faisant le point sur les projets qui ont été présentés, est une idée qui a été évoquée. Un autre projet "l'initiative africaine pour les arts" est en cours avec l'objectif de présenter des initiatives en cours d'artistes africains engagés dans des questions liées à la paix et aux conséquences négatives des conflits.

Le Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes (CERLALC) a mentionné un programme destiné aux pays du continent américain, et la contribution à la culture ibéro-américaine. Ce programme vise à promouvoir un nouveau récit de l'histoire africaine en Amérique latine et à promouvoir la culture afro. Plusieurs projets sont en cours pour soutenir cette idée, avec la participation de professeurs, d'historiens et de sociologues pour montrer une autre vision du patrimoine africain.

Les écoles américaines d'Angola ont présenté le projet ResiliArt qui vise à donner aux jeunes artistes une autonomie sociale et économique dans plusieurs domaines. Ce projet a débuté avec le Jazz Day, réunissant des artistes peu connus en Angola puis dans le monde. Des résidences d'environ 3 semaines ont été créées pour les artistes, leur permettant de créer des œuvres artistiques, d'échanger sur leur expérience et d'acquérir de nouvelles compétences pour faciliter leurs perspectives économiques.

La CNUCED a souligné le lien entre les industries créatives et les secteurs de l'économie et a déclaré qu'elles devraient être encouragées à soutenir d'autres secteurs. Les opportunités économiques qui découlent de la création d'une image de marque de l'Angola et des différentes villes et régions sont nombreuses pour promouvoir des produits et des services, et pour contribuer à une paix durable. Une cartographie des activités créatives en Angola a été créée par la CNUCED et vise à faciliter le développement d'une stratégie nationale pour les industries culturelles et créatives.

THÈME 2 : L'engagement des jeunes

L'Afrique est le continent le plus jeune du monde, avec 900 millions de personnes âgées de moins de 30 ans en 2020. Les jeunes sont le plus grand atout de l'Afrique. La démographie de l'Afrique exige la création massive d'emplois de qualité dans les secteurs clés ainsi que l'esprit d'entreprise. L'accès des

jeunes à l'emploi est essentiel pour garantir la stabilité et la paix sur le continent. Les politiques doivent également impliquer les jeunes dans la politique afin de limiter les mouvements sociaux et l'endoctrinement. Les jeunes et les femmes sont de puissants agents du changement. Dans certains pays, des cadres d'expression démocratique ont été mis en place pour créer une conscience citoyenne. Les jeunes représentent le meilleur atout du continent pour surmonter les crises du continent africain.

Mme Aisha USMAN, présidente de la session, a insisté sur le fait que la population africaine est jeune et proactive et que ces deux éléments doivent être mis à profit. Elle a également mentionné la crise actuelle qui touche le secteur de l'éducation et l'importance d'engager les jeunes comme acteurs de la transformation.

Mme Yvonne MATUTURU, Modératrice de la session a souligné que les projets et programmes présentés par les participants seront inclus dans la feuille de route 2021-2023 de la Biennale qui servira à mutualiser les efforts pour l'avancement de la paix sur le continent africain. En outre, elle a souligné le rôle que la diaspora peut jouer dans la réalisation de cet objectif, ainsi que celui des bailleurs de fonds présents à la Biennale.

Dr Juste Joris TINDY-POATY, présentateur de la session a résumé l'initiative phare du thème en rappelant également que contrairement au reste du monde, l'Afrique est un continent qui rajeunit. La contribution positive de la jeunesse doit être valorisée pour renforcer l'autonomisation et la participation citoyenne des jeunes pour la paix et le développement durable. Les résultats attendus comprennent l'engagement des jeunes pour la démocratie, la paix et la sécurité, ainsi que la construction d'écosystèmes politiques et juridiques propices à l'autonomisation et à la participation économique des jeunes.

Les participants ont ensuite présenté à tour de rôle leurs projets et programmes liés au thème de la session.

L'OIF a un engagement de longue date en faveur de l'engagement des jeunes. Les jeunes sont un atout et un défi en raison de leur importance numérique et de leur vulnérabilité dans les situations de conflit, mais aussi en raison de leur perméabilité au discours violent. L'initiative "Les arts vivants et la prévention de l'extrémisme et de la radicalisation violente", qui est un webdocumentaire destiné au secteur de la jeunesse, sera lancée par l'OIF. Ce webdocumentaire montre comment les artistes s'engagent dans la prévention et la sensibilisation auprès de leur public.

Le HCR a souligné l'importance de l'inclusion, de l'engagement des jeunes et de la prévention du recrutement pour le travail qu'il effectue. Il a cité l'exemple du Forum mondial des réfugiés, qui utilise une approche globale de la société pour travailler sur les réfugiés. Egalement, sur la nécessité d'inclure les réfugiés et les jeunes déplacés de force dans les projets pour la jeunesse. D'autres initiatives menées par le HCR ont été mentionnées, dont une liée à l'éducation tertiaire, et une autre appelée 15by30, qui vise à augmenter le nombre de réfugiés qualifiés.

TV Globo a créé un programme appelé Criança Esperança, un programme d'espoir pour les enfants et les adolescents qui vise à sensibiliser aux droits de l'enfant. Le rôle de l'UNESCO en tant que partenaire de ce projet, assure son suivi et son évaluation et la possibilité de reproduire ce projet dans d'autres pays, notamment sur le continent africain.

#KindnessMatters est une campagne mondiale de l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable qui promeut la gentillesse et l'empathie pour parvenir au développement durable. L'institut mène également des programmes sur l'apprentissage socio-émotionnel.

Mobicine est une structure dirigée par des jeunes qui fonctionne autour du concept d'un cinéma éducatif itinérant et mène des activités axées sur la sensibilisation à la santé reproductive. Mobicine implique les jeunes, même dans les zones reculées, pour les sensibiliser au développement durable.

L'Association des Jeunes Leaders Unis pour le Développement Durable a pour objectif de promouvoir le développement de la jeunesse par l'éducation financière et la formation à l'entrepreneuriat afin de passer de la demande d'emploi à l'auto-emploi et à l'offre d'emploi, mais aussi de lutter contre le changement climatique en sensibilisant les jeunes à la protection de l'environnement sous tous ses aspects. Inspirée par l'héritage de Kofi Annan selon lequel " sans progrès il n'y a pas de paix et sans paix il n'y a pas de progrès ", l'association s'engage à utiliser l'éducation et l'autonomisation des jeunes comme vecteurs pour promouvoir une culture de la paix et de la non-violence et assurer le développement durable de l'Afrique.

L'ONUDC mène un projet de partenariat pour la paix, qui forme et emploie plus de 800 jeunes pour prévenir les conflits. Cette expérience pourrait être reproduite dans les pays voisins de l'Angola ainsi que dans le reste du pays pour lutter contre la criminalité. L'UNOCA encourage la mise en œuvre de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité afin de promouvoir la participation des jeunes et d'aider les Etats membres à promouvoir la paix et à prévenir les conflits. En consultation avec les États membres, l'UNOCA établit des partenariats avec la société civile, les jeunes et les femmes, et soutient les réseaux de la société civile au niveau sous-régional en Afrique centrale.

Le PAM soutient le gouvernement angolais pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable 1 et 17. Soulignant que le PAM organise des programmes sur l'alimentation et la nutrition, notamment dans les écoles, et soutient les jeunes et les filles.

En conclusion :

Mme Yvonne MATUTURU, modératrice de la session, a conclu la session en remerciant les participants pour leur investissement dans la jeunesse, la paix et la sécurité sur le continent africain. Elle a également rappelé l'importance de l'inclusion des populations marginalisées et des jeunes, ainsi que leur rôle dans la promotion de la diplomatie préventive. Mme Yvonne MATUTURU a ajouté que certains partenaires ont souligné l'importance de la participation civique et politique des jeunes pour assurer leur inclusion dans la société, mais aussi l'importance de créer des mécanismes consultatifs avec les jeunes pour leur donner les moyens d'éviter les conflits.

THÈME 3 : L'Afrique et ses diasporas face aux conflits, aux crises et aux inégalités

En 2021, seize pays africains connaissent encore des conflits armés, plus de 32 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer. Le changement climatique et la pandémie de Covid-19 ont affecté la vie des femmes et des hommes, et 30 millions d'Africains sont tombés dans la pauvreté en 2020. Pourtant, l'Afrique dispose de nombreux atouts pour lutter contre les inégalités. Pierre angulaire de la société africaine, les femmes sont les meilleurs acteurs pour prévenir et résoudre les conflits, et une paix durable a plus de chances d'être instaurée. L'Afrique peut également compter sur ses diasporas avec plus de 250 millions de personnes d'origine africaine qui possèdent de nombreuses compétences spécialisées dans des domaines variés.

M. Jorge CARDOSO, directeur de l'organe chargé de la politique, de la défense et des affaires de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), président de la session, a indiqué que le thème de la session revêt une grande importance pour le continent africain et ses sous-régions. Il a souligné le rôle de la diaspora mais aussi le rôle de la stabilité politique, de la paix et de la sécurité comme ligne directrice pour le renforcement de la coopération régionale.

Mme Lidia ARTHUR BRITO, Directrice du Bureau régional de l'UNESCO en Afrique du Sud, a modéré la session et a expliqué que l'objectif de cette session était d'échanger les bonnes pratiques et la meilleure façon de soutenir cette initiative phare. **Mme Angela Naa AFOLEY ODAI**, Chargée de programme Diaspora Europe, Union Africaine, co-modératrice, a rappelé que l'objectif de la CIDO est de faire en sorte que les citoyens participent à l'action au niveau continental en prenant en compte les activités et les projets de la diaspora.

M. Edmond MOUKALA, Directeur du Bureau de l'UNESCO au Mali, a présenté l'initiative phare de ce thème en rappelant le défi posé par la sécurité mais aussi l'augmentation des inégalités et des catastrophes dans la région. Il a également rappelé la nécessité de mobiliser les initiatives susceptibles de lutter contre les inégalités et la violence, ainsi que le rôle des femmes dans la construction d'une paix durable.

Les participants ont ensuite présenté à tour de rôle leurs projets et programmes liés au thème de la session.

ONU Femmes travaille à l'élaboration d'une stratégie axée sur la paix et le genre, en notant que les questions de paix sont différentes dans les Caraïbes. Un projet destiné aux personnes d'origine africaine est en cours afin que leur histoire (y compris les sciences et les arts) puisse leur être transmise. L'idée serait également de mobiliser les compétences des jeunes et des femmes pour les intégrer dans des programmes de formation professionnelle.

La Banque africaine de développement, BAD, mène des travaux sur la résilience institutionnelle dans la région et dans les États en transition. Une stratégie élaborée en consultation avec l'UNESCO et d'autres partenaires est mise en œuvre pour lutter contre la fragilité. La BAD encourage le rôle des partenariats dans le renforcement de la résilience et des capacités des institutions et des États.

Le CERLALC travaille sur divers programmes éducatifs et thématiques transversaux qui mettent en valeur la contribution historique de l'Afrique à l'Amérique latine. L'objectif de ce projet est de mettre en valeur la diversité culturelle et de contribuer à la paix. Il souligne également le fait que ce projet pourrait être reproduit dans toute l'Amérique latine.

Culture Peace News Network (CPNN) est un réseau d'information qui rassemble toutes les informations sur la culture de la paix en plusieurs langues. L'Assemblée générale des Nations Unies ayant appelé à l'expansion de ce réseau, le CPNN est prêt à collaborer avec des partenaires désireux de créer un réseau pour l'Afrique avec des articles originaux qui pourraient être imprimés dans les langues africaines.

AFFORD a mentionné un projet de récupération de l'artisanat africain volé pendant la période coloniale, notamment avec la contribution de la diaspora dans ce sens. Il a également mentionné le rôle de la diaspora dans la construction de la paix dans les phases pré et post-conflit. Une dernière initiative visant à établir une bourse de la diaspora est prévue mais pas encore lancée. Elle concernera leur rôle dans la prévention des conflits.

PAYCOPP a parlé de son réseau dont la mission est de promouvoir la culture de la paix et l'intégration des jeunes avec une approche centrée sur la paix et le genre. PAYCOPP travaille sur un projet de sensibilisation des jeunes pour les former aux questions liées à la culture de la paix, ainsi que sur un projet phare pour 2021 intitulé "La paix dans les mots et les langues maternelles de nos pays".

En conclusion :

Mme Angela Naa AFOLEY ODAI, co-modératrice, a conclu la session en mentionnant le projet Encyclopedia Africana, qui en est actuellement à son 4e volume et se concentre sur la recherche scientifique. Elle a également parlé d'un projet de dialogue interreligieux sur l'extrémisme violent, utilisant le pouvoir de la religion pour assurer la cohésion sociale.

Mme Lidia ARTHUR BRITO, co-modératrice, a conclu en disant que cet échange et ces différents projets renforcent la coopération, en mettant l'accent sur le rôle des femmes, le rôle de la diaspora et la promotion des connaissances autochtones pour le maintien et la construction de la paix, entre autres. Par exemple, les Seychelles.

THÈME 4 : Exploiter le potentiel des océans pour le développement durable et la paix

L'Afrique dispose de vastes ressources aquatiques et marines. Le continent compte 38 États côtiers et de nombreux États insulaires. Le sort de millions d'Africains dépend des ressources marines. Le changement climatique et les activités humaines provoquent la dégradation de l'ensemble de l'écosystème marin, ce qui entraîne l'insécurité alimentaire et la colonisation des côtes. Il est temps de trouver des solutions durables qui garantissent les moyens de subsistance. Nombreux sont ceux qui ont déjà investi dans l'économie bleue, offrant des modèles inspirants, notamment les États insulaires pour s'adapter au dérèglement climatique. Les océans sont intimement liés à l'histoire de l'Afrique, à son identité et à sa mémoire, car ils abritent un précieux patrimoine culturel. L'UNESCO, en collaboration avec les musées nationaux du Kenya, forme des archéologues de 16 pays africains à l'exploitation du potentiel culturel du patrimoine subaquatique.

Mme Elizabeth MUTUNGA (directrice de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)) a ouvert la session en soulignant l'importance des océans et de la construction d'une économie durable, en particulier pour les États membres du COMESA, dont beaucoup sont des États côtiers. Elle a également souligné la nécessité de développer ces marchés et de prendre en compte les crises futures, notamment le changement climatique et ses effets, ainsi que la vulnérabilité des économies maritimes.

M. Ngandeu Ngatta HUGUE (spécialiste de programme, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, UNESCO) a présenté l'initiative phare sur l'utilisation des océans, et comment les actions de la Décennie des Océans peuvent avoir un impact sur le développement durable et la paix en Afrique. Il a souligné la structure tripartite de cette initiative centrée sur le renforcement des capacités, l'exploration de nouvelles opportunités et la résilience des PEID face aux océans et au climat.

Les participants ont ensuite présenté à tour de rôle leurs projets et programmes liés au thème de la session.

L'UNOCA a mis l'accent sur l'exploitation du potentiel des océans pour le développement durable, la paix et la stabilité en mentionnant la 2ème session du Comité consultatif sur les questions de sécurité pour l'Afrique ; elle a également mentionné l'impact du climat sur la stabilité, et la nécessité d'améliorer les partenariats à cet égard.

La BAD développe un programme visant à améliorer la gouvernance de l'économie bleue en créant des chaînes de valeur pour la pêche, en soutenant la mise en œuvre de l'économie bleue et en réduisant la pauvreté grâce à un travail sectoriel.

La Commission du Golfe de Guinée (Initiative du Golfe de Guinée) développe des programmes et participe à des initiatives visant à renforcer la sécurité de l'espace maritime dans le cadre de

l'Architecture de Yaoundé. En mentionnant spécifiquement le programme de gestion partagée des affaires régionales, qui vise à impliquer les parties prenantes dans la résolution de problèmes tels que les crimes commis en mer, la pollution maritime, etc. La Commission est disponible pour s'associer à la stratégie de l'Union africaine pour l'économie bleue.

ENI a développé un projet d'énergie éolienne et marine, une technologie qui convertit l'énergie des vagues mais qui n'est pas encore au stade commercial. L'idée est d'utiliser cette énergie pour aider les îles et promouvoir le développement d'activités économiques dans le secteur, mais aussi de reproduire ce modèle dans d'autres États africains et communautés côtières.

La Direction générale du commerce, de l'environnement, du changement climatique et du développement durable a signé un récent pacte visant à soutenir les économies des pays en développement et à lutter contre la pollution plastique. Elle a souligné l'impact des plastiques en termes de pollution et de conséquences sur la vie marine et les poissons. L'objectif de ce projet est d'accompagner les pays dans leur processus de substitution du plastique à d'autres matériaux.

La CNUCED participe au financement des innovations de marché qui permettent cette transition du plastique vers d'autres matériaux.

YALI, un réseau de jeunes leaders africains, dispose d'un centre régional pour favoriser les compétences de leadership des entrepreneurs sociaux.

L'Institut national de recherche halieutique a ajouté que la Décennie des sciences océaniques vise à provoquer un changement de paradigme dans la génération de connaissances qualitatives et quantitatives sur les océans. Tout cela en vue de l'élaboration de solutions susceptibles de contribuer au développement durable d'ici à 2030.

La Commission du courant de Benguela a développé un projet visant à améliorer la gouvernance des océans en Angola et dans les pays voisins (Namibie et Afrique du Sud). Des démonstrations sont en cours pour améliorer l'impact positif sur l'océan dans la région, notamment auprès des pêcheurs où de nouveaux matériels leur sont proposés, ou dans la province de Benguela où l'aquaculture est proposée.

La Commission de l'Océan Indien a partagé son expérience dans la région de l'Océan Indien et sur les questions liées à l'environnement et à l'économie bleue. Différents programmes sont prévus par la Commission pour les années à venir dont un programme sur la sécurité et la sûreté maritime dans la région. La Commission met également en place d'autres programmes tels que le programme de résilience côtière qui se concentre sur l'érosion des écosystèmes marins ou le programme de renforcement des capacités.

S.E. l'Ambassadeur José SITA a rappelé que lors de la Biennale 2019, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment la demande d'un programme de l'UA sur la vulnérabilité en Afrique. Il a suggéré de faire référence à cette initiative dans les conclusions.

En conclusion, et à l'issue des quatre sessions des partenaires, M. Vincenzo FAZZINO, Coordinateur International de la Biennale de Luanda a exprimé son immense gratitude aux partenaires présents lors des sessions et surtout sa joie de voir l'Alliance des partenaires se concrétiser et leur engagement prendre forme en exprimant concrètement leur volonté de mettre en œuvre des projets dans le cadre de la feuille de route 2021-2023 pour diffuser la culture de la paix sur le continent africain.

Après 34 ans de loyaux services aux Nations Unies, M. Vincenzo FAZZINO a informé de son départ à la retraite à la fin du mois de novembre et a remercié tous les partenaires pour le plus grand cadeau qu'est la matérialisation de l'Alliance des Partenaires.

RAPPORT DE COMMUNICATION, DIFFUSION ET MÉDIAS

Ce rapport décrit la stratégie de communication de la Biennale de Luanda, en soulignant les personnes impliquées dans la diffusion de l'information, les médias utilisés et les utilisateurs touchés.

« TIRER ET POUSSER » LES INFORMATIONS (QUI A FAIT QUOI)

- **Équipe de communication de l'UNESCO à Luanda**

L'équipe de communication de Luanda était le principal producteur de contenu consacré à la Biennale de Luanda et à la culture de la paix. L'équipe de communication de Luanda a constamment produit du contenu en version trilingue (voire quadrilingue avec l'espagnol) - destiné à la presse/médias, aux réseaux sociaux et au contenu multimédia. L'équipe a produit un tableau Trello où tous ces contenus étaient archivés quotidiennement.

D'autres acteurs de la communication (collègues des Bureaux hors siège, du Siège, de l'Union africaine, de l'Angola, etc.) pouvaient donc se rendre sur le Tableau Trello pour se réapproprier ou simplement partager le contenu produit.

La centralisation de la production du contenu par l'équipe de Luanda a permis de s'assurer que le contenu était conforme aux normes de l'UNESCO et cohérent avec la charte graphique et l'esprit général de la Biennale. L'autre idée principale était d'envoyer du **contenu coproduit par les entités organisatrices de l'événement (par exemple la brochure), afin qu'il puisse être distribué à d'autres acteurs de la communication et ainsi montrer au public de la Biennale que l'UNESCO, l'UA et l'Angola travaillaient ensemble sur cet événement.**

- **Bureaux hors siège de l'UNESCO**

Les bureaux hors siège de l'UNESCO ont été le principal soutien - notamment les bureaux de la diaspora africaine et d'Amérique du Sud et centrale - de l'équipe de communication de l'UNESCO à Luanda. Nous avons échangé très régulièrement avec eux pour leur donner des informations liées à la Biennale/culture de la paix afin qu'ils puissent relayer ces informations et contenus à leurs réseaux et sur leurs médias respectifs.

Les bureaux de l'UNESCO sur le terrain nous ont également aidé à **identifier des influenceurs et des contenus** (publications, vidéos, etc.) que nous pourrions mettre en avant dans le cadre de notre campagne de communication pour la Biennale. Par exemple, le bureau de l'UNESCO à Kingston, en Jamaïque, nous a mis en contact avec une poète et universitaire (Prof. Opal Adisa Palmer), afin que nous puissions organiser une interview vidéo avec elle. **Cette collaboration entre l'équipe de communication de Luanda et les Bureaux hors siège s'est produite à plusieurs reprises et a certainement contribué au succès de la Biennale.** Non seulement les collègues étaient heureux d'avoir de la visibilité à travers nous, mais aussi, en s'appuyant sur eux, nous avons pu profiter de la visibilité qu'ils ont déjà dans leurs réseaux établis respectifs.

- **UNESCO DPI**

Le DPI du siège a donné accès aux deux comptes sur les réseaux sociaux « UNESCO Now » grâce auxquels nous avons pu poster directement sur Twitter et Instagram.

Après des négociations, le DPI a fourni le contrôle total de notre chaîne YouTube, où nous avons pu publier directement du contenu pour alimenter notre chaîne.

Le soutien du DPI est décisif car le siège dispose des canaux de réseaux sociaux les plus visibles au niveau international. L'objectif était d'obtenir la plus grande couverture possible de la part du QG afin que nos publications atteignent le plus grand nombre de personnes possible. En outre, le **DPI contrôle les canaux de réseaux sociaux sur des plateformes auxquelles nous n'avons pas accès : LinkedIn et Facebook**. Il était donc essentiel de faire le lien avec eux pour qu'ils publient notre contenu sur ces canaux de réseaux sociaux.

- **ONU Angola**

En septembre 2021, nous avons été mis en contact avec nos homologues en communication de différentes agences des Nations Unies basées à Luanda. Nous avons tenu une réunion avec eux pour leur présenter la Biennale et notre stratégie de communication. Nous leur avons depuis envoyé un certain nombre de supports de communication et le Trello susmentionné afin qu'ils puissent soutenir efficacement nos efforts de communication auprès d'un public lusophone. **Leur soutien a été décisif pour donner plus d'impact à nos publications en portugais.**

- **ONU NY**

Par l'intermédiaire de notre collègue basé au bureau de liaison de l'UNESCO à New York, nous avons été mis en contact avec nos homologues de la communication aux Nations unies. **L'ONU a relayé notre contenu sur les médias sociaux ainsi que sur son site d'information.** Le service d'actualités de l'ONU en portugais a été particulièrement actif et a relayé massivement le contenu que nous avons publié tout au long de la Biennale. **Cela nous a donné l'opportunité d'élargir notre audience et de nous faire connaître au siège des Nations Unies qui a une forte visibilité dans le monde entier.**

- **L'Union africaine et le gouvernement de l'Angola**

Plusieurs réunions de coordination de la communication ont été organisées avec nos homologues de l'UA et du Gouvernement angolais. Ces réunions ont été l'occasion de faire le point sur les différents supports de communication principaux dont nous disposons (logos, charte graphique, visuel principal, canaux de réseaux sociaux) et de voir comment nous pouvions soutenir les efforts de communication de chacun. C'est au cours de l'une de ces réunions qu'est né le projet d'une brochure trilingue commune. **Cette brochure est le résultat d'un travail commun entre les trois entités organisatrices de la Biennale de Luanda.**

- **Pays participants et partenaires de la Biennale**

Les différents partenaires et pays participant à la Biennale ont également joué un rôle central dans notre communication. En effet, à travers les différents pavillons nationaux et stands virtuels (voir annexe 8) qui ont été mis à la disposition du public sur le site internet de la Biennale, les pays et partenaires ont eu l'opportunité de mettre en avant leur travail, leur patrimoine culturel et leurs projets. **La plupart d'entre eux ont relayé ces stands et pavillons sur leurs canaux de médias sociaux, donnant ainsi une visibilité à leurs projets respectifs mais aussi à la Biennale de Luanda et au travail de l'UNESCO.**

- **Les jeunes leaders participant au dialogue intergénérationnel**

Les jeunes (Voir annexe 3) participant au dialogue intergénérationnel ont également été des acteurs centraux de la communication de la Biennale de Luanda. En effet, la plupart d'entre eux sont présents sur les réseaux sociaux et disposent de réseaux de contacts particulièrement étendus. En publiant régulièrement le contenu de la Biennale, ils ont pu lui donner plus de visibilité dans le monde entier (de nombreux jeunes se sont rendus sur leurs télévisions locales ou nationales pour parler de la Biennale et de la culture de la paix).

Par ailleurs, dans le cadre de notre campagne de communication, nous avons essayé de mettre en avant les jeunes participant au projet autant que possible. **Ils nous ont envoyé des vidéos, des articles, des poèmes, etc. qui ont été relayés sur le site de la Biennale et sur les canaux de réseaux sociaux de l'UNESCO.**

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

I. Public ciblé

L'idée principale est d'établir un lien avec notre public, de partager et de présenter des histoires humaines auxquelles il peut s'identifier.

La campagne de communication internationale visait à mobiliser et à faire participer un public multilatéral dans le monde entier (en mettant l'accent sur l'Afrique et ses différentes diasporas), des alliés traditionnels tels que les partenaires des Nations unies, les organisations internationales, les banques de développement, les ONG locales et internationales, mais aussi le secteur privé, les principaux journaux internationaux, les communautés universitaires et artistiques et les réseaux internationaux, le grand public (en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes) ; et à faire participer notre jeune public pour l'encourager à suivre la Biennale et en particulier le dialogue intergénérationnel et les événements culturels organisés dans le cadre du Festival des cultures.

II. Principaux outils de communication

Une série d'outils de communication a été développée tout au long de la campagne de communication de l'UNESCO. Ces outils sont les suivants :

- **Site web**

Un site web entièrement dédié à la Biennale a été créé selon les nouvelles normes numériques de l'UNESCO. Le site de la Biennale a été l'un des premiers sites de l'UNESCO à refléter ces nouvelles normes.

Le site a été développé en 2 mois durant l'été 2021 dans une version trilingue (EN, FR et PT), et il est depuis en constante modification et gestion. Le site a été créé à partir de rien (structure, contenu, multimédia, etc.) tout en faisant face à travers de nombreux bugs car cette nouvelle interface n'est pas encore finalisée par les développeurs.

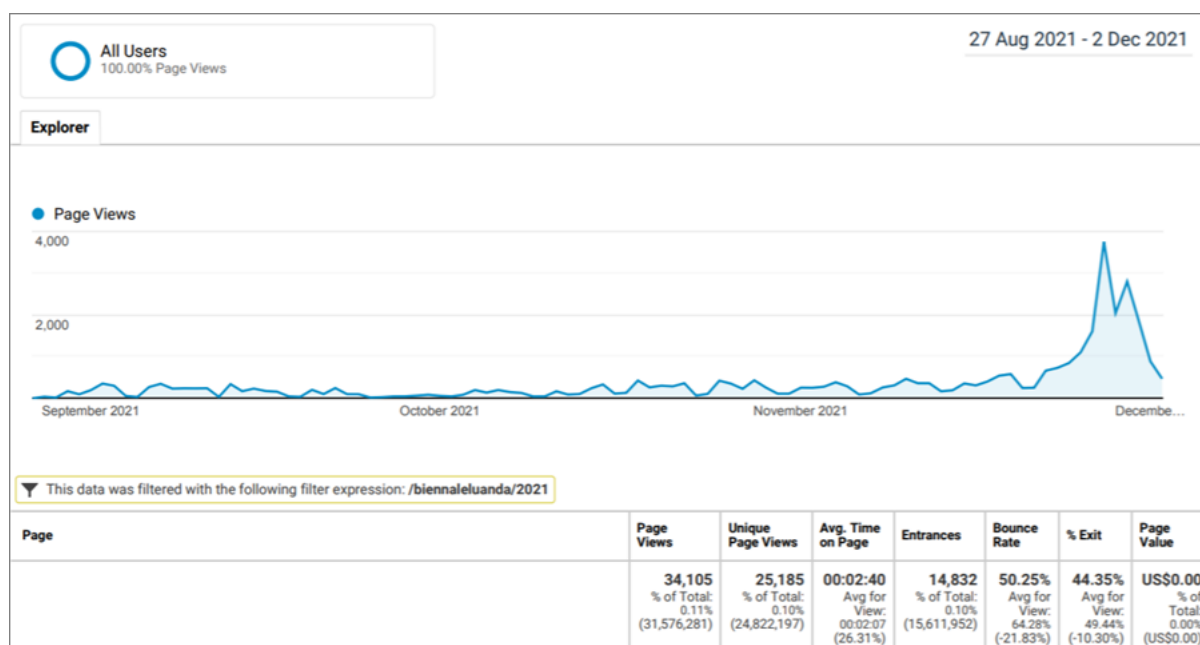
Le site web de la Biennale est la pierre angulaire de la communication car il contient toutes les informations sur l'événement mais aussi des informations générales sur la Biennale, la culture de la paix et un contenu particulièrement riche fourni par les différents Bureaux hors siège, l'Union africaine, l'Angola et les différents partenaires (situés dans les pavillons nationaux et les stands virtuels).

À travers le site web, il est possible de trouver les réseaux sociaux de la Biennale de Luanda, notre contenu multimédia et toutes les nouvelles liées à la culture de la paix.

Les données montrent que l'intensification des communications à l'approche de l'événement a contribué à une augmentation du trafic sur le site web de la Biennale. **Plus de 34 000 pages consultées ont été enregistrées sur le site entre le 27 août et le 2 décembre.** Environ deux tiers de ces consultations ont eu lieu au cours du dernier mois, avec un **pic important dans les jours précédant l'événement et pendant celui-ci. Plus de la moitié du trafic a été enregistré sur la version anglaise du site** (23 060 contre 6 489 sur la version française et 4 350 sur la version portugaise).

Période	TOTAL	Anglais	Français	Portugais	Espagnol*
27 août - 14 octobre 2021	6 672	5 162	1 211	221	22
27 août - 4 novembre 2021	12 091	9 078	2 275	594	24
27 août - 2 décembre 2021	34 105	23 060	6 489	4 350	68

*Bien que le site soit disponible en trois langues (anglais, français et portugais), certaines pages ont été traduites en espagnol. Le nombre inférieur de pages vues dans ces langues reflète le nombre inférieur de pages disponibles dans ces langues.



- **Réseaux sociaux**

Deux canaux de réseaux sociaux – « empruntés » au DPI - ont été utilisés : [@unescoNOW](#) (Twitter) et [@unesconow](#) (Instagram). La difficulté d'emprunter ces canaux (au lieu de les posséder) a impliqué que, bien que ces comptes de réseaux sociaux aient déjà un certain nombre de followers (environ 7000 sur Twitter et un peu moins de 2000 sur Instagram), les followers qui nous suivaient sur ces comptes ne représentaient pas tout à fait la communauté de la Biennale - une communauté intéressée par la Biennale de Luanda et la culture de la paix. Par conséquent, lorsque nous avons pris le contrôle de ces comptes, nous avons perdu un certain nombre de followers, mais nous avons pu stabiliser et augmenter ce nombre au cours des mois suivants en utilisant ces comptes. **Nous avons réussi à créer une véritable interaction entre ces comptes et notre nouvelle communauté, qui s'intéressait principalement à toutes les questions liées au continent africain et à ses diasporas.**

Une autre difficulté à laquelle nous avons été confrontés est celle de devoir faire des publications systématiques en versions trilingues (EN, FR et PT), voire quadrilingues avec l'ajout de l'espagnol (indispensable pour intégrer les diasporas dans le processus). En général, les publications les plus réussies étaient celles en anglais, même si parfois celles en français et en espagnol pouvaient (en fonction du contenu publié) avoir un certain impact.

Afin d'avoir un impact plus important sur les réseaux sociaux, nous avons dû nous appuyer sur le soutien et le travail des autres bureaux de l'UNESCO en leur demandant de nous suivre sur leurs comptes respectifs et de relayer massivement et régulièrement nos contenus. Ainsi, à travers eux, nous avons pu gagner quelques followers de leur propre communauté et donc bénéficier d'une visibilité encore plus large (plus large que si nous étions restés entièrement concentrés sur nos propres canaux). **De plus, comme nous n'avons pas de compte Facebook à notre disposition, nous avons dû demander à des collègues ayant un compte Facebook de relayer du contenu sur ce réseau afin d'atteindre la communauté en ligne.**

A partir d'août 2021, un rapport mensuel a été compilé par notre community manager afin d'avoir une idée globale de notre impact sur les réseaux sociaux.

Le rapport sur les réseaux sociaux de novembre 2021 met en évidence certaines des principales conclusions suivantes :

- **La communication sur les réseaux sociaux a été très fortement relayée par les collègues de l'UNESCO, les collègues des Nations unies (Angola et New York), les entités partenaires de la Biennale (organisations privées, mais aussi les pays participant au Festival des cultures), et par les différentes personnalités qui ont participé aux grandes sessions de la Biennale ;**
- **La fréquence élevée des posts un mois avant et tous les jours pendant la Biennale (27/11 - 02/12) a porté ses fruits. En effet, tous les indices ont grimpé en flèche, notamment les impressions, le taux d'engagement, le nombre de followers, la portée, les visites de profil, les mentions, tant sur Twitter que sur Instagram.**
- **Pendant la Biennale, les publications phares sur les médias sociaux ont été envoyées aux différents points focaux de communication (UNESCO, Nations unies, Union africaine, Angola) à la fin de chaque journée. Cela a certainement aidé à relayer notre contenu de manière opportune et efficace.**
- **Les comptes de la Biennale (@unesconow) et le hashtag officiel (#BiennaleLuanda) ont été largement mentionnés à travers les réseaux sociaux, notamment par l'ONU (ENG/FR/PT), le siège de l'UNESCO (ENG/FR/ES/AR, UNESCO Courrier), les bureaux hors siège de l'UNESCO (Dakar, Haïti, Yaoundé, Ghana, Abidjan, Brésil, Maghreb...), la Présidence, les Ministères et les médias publics des pays africains, notamment de la RDC, des personnalités de haut niveau de l'UNESCO et de l'UA (Président de la Conférence générale de l'UNESCO, Envoyé spécial de l'UA, Bineta Diop...).**
- **Pour la première fois, Luanda est devenue numéro 1 en termes de ville et l'Angola a figuré parmi les premiers pays en termes de situation géographique des followers.**
La tranche d'âge supérieure de l'audience est restée celle des 25-34 ans, et la différence entre les sexes (la différence entre les hommes et les femmes qui suivent les émissions) est restée minuscule, à environ 0,9 % (les femmes étant légèrement plus nombreuses que les hommes).

- **Production vidéo**

L'équipe de communication a produit un certain nombre de vidéos pour promouvoir la Biennale, comme des teasers pour l'événement, des interviews de personnalités engagées dans la culture de la paix, et des vidéos mettant en scène des jeunes d'origine africaine. Le principal défi a été de réaliser

des vidéos sans avoir accès à des banques d'images ou de séquences, ce qui a nécessité des recherches approfondies pour trouver du matériel pour certaines vidéos. Pour d'autres vidéos, nous avons pu compter sur le soutien de collègues, de personnalités et de partenaires qui ont accepté de réaliser des vidéo interviews, dont voici quelques exemples : **Alphadi**, Artiste de l'UNESCO pour la paix réalisée avec son propre téléphone, **Jason Tamba** réalisé par le partenaire **Playing For Change** ; **Mounira Mitchala** réalisée par nos collègues au Tchad, etc.

Toutes les vidéos produites sont disponibles avec des sous-titres en français, anglais et portugais (et certaines en espagnol) et sur notre [chaîne YouTube "Biennale de Luanda"](#). Toutes ces vidéos sont également disponibles sur le site de la Biennale de Luanda.

III. La presse

La logique d'approche de la presse était la même que celle utilisée pour les réseaux sociaux : passer par l'intermédiaire des bureaux de l'UNESCO dans le monde entier afin qu'ils mobilisent leurs réseaux de journalistes/médias en notre nom. Cette méthode a été jugée plus efficace que de s'adresser nous-mêmes aux médias.

La majorité des communiqués, avis et autres documents de presse ont été traduits en EN, FR, PT et ES afin d'atteindre le plus grand nombre de journalistes possible.

Un espace entièrement dédié à la presse (la « [salle de presse](#) » numérique), a été créé sur le site web de la Biennale. Dans la salle de presse, il est possible de trouver les communiqués de presse et les avis aux médias qui ont été envoyés à la presse, toute la documentation nécessaire pour écrire des articles sur la Biennale et le dossier de presse. Toute cette documentation est disponible en EN, FR et PT.

Avant, pendant et après la Biennale, de nombreux articles de presse ont été écrits sur l'événement et le mouvement panafricain pour la culture de la paix. Une grande partie de ces coupures de presse a été archivée dans des tableaux Excel.

Bien que les médias angolais (Jornal de Angola, Angop, Platina Line, O Pais, Télévision Publique d'Angola (TPA), TV Zimbo etc.) aient été les principaux à couvrir la Biennale, la presse internationale s'est également intéressée à l'événement, surtout pendant la Biennale. La participation des chefs d'État et de gouvernement, des officiels de gouvernement et de participants de haut-niveau aux cérémonies d'ouverture et de clôture de la Biennale a particulièrement intéressé la presse internationale. Parmi les médias internationaux qui ont couvert la Biennale :

De nombreux sont originaires d'Afrique : ADIAC (République du Congo), The Herald (Zimbabwe), etc ;

Plusieurs provenaient d'Europe : Radio France Internationale RFI (France), TSF Rádio Notícias (Portugal);

Certains provenaient de la région ALC: Prensa Latina (Cuba).

UN News en portugais a également publié un article consacré à la Biennale de Luanda 2021, qui a figuré sur la page d'accueil du site : <https://news.un.org/pt/story/2021/11/1771512>

IV. La « Biennale TV »

Le site web dans ses trois versions linguistiques a également accueilli des flux en direct de l'événement, via ce que nous avons appelé la « Biennale TV », et avec une interprétation en anglais, français et

portugais. Les participants en ligne ont pu suivre l'intégralité de l'événement (à l'exception des sessions de partenariat) via cette « Biennale TV » dans la langue de leur choix.

La « Biennale TV » était gérée par une société externe basée en Suisse appelée « WTV ».

Le premier jour, un formulaire d'inscription a été téléchargé sur le lecteur vidéo par WTV afin d'enregistrer le nombre spécifique de téléspectateurs en ligne tout en recueillant certaines données personnelles les concernant. Cependant, comme le formulaire exigeait que les téléspectateurs remplissent un certain nombre de détails avant d'accéder au flux, il était susceptible de décourager certains d'entre eux, et il a été décidé que le formulaire devait être supprimé. Par conséquent, il n'a pas été possible de connaître le nombre exact de spectateurs à partir des données recueillies par WTV (sauf le premier jour de la Biennale, lorsque le formulaire était encore disponible), mais le nombre total de visites sur la « Biennale TV » a été enregistré.

WTV a fourni un rapport post-événement sur l'expérience de la « Biennale TV ». Dans son rapport, WTV déclare que « L'événement de 4 jours a été un succès avec des chiffres d'audience élevés comme l'a indiqué à l'UNESCO le producteur de webcast WTV qui vous a été assigné ». Elle partage également les chiffres d'audience suivants, jour par jour :

- 27 novembre : Nombre total de visites pendant le direct - 976 ;
- 28 novembre : Nombre total de visites pendant le direct - 976 ;
- 29 novembre : Nombre total de visites pendant le direct - 990 ;
- 30 novembre : Nombre total des visites pendant le direct - 721.

V. Identité visuelle de la Biennale de Luanda

L'identité visuelle de la Biennale de Luanda 2021 était la même que celle de 2019, seules les couleurs du logo central ont changé. L'identité visuelle a été créée par le même graphiste qu'en 2019, Luis Sarda. Il a réalisé la charte graphique et le visuel central de la Biennale (femme sur fond orange) en EN, FR, PT et ES et dans différents formats.

ANNEXES

Les annexes sont fournies dans un document séparé comme suit :

ANNEXE 1 : PROGRAMME

ANNEXE 2 : COMMUNIQUÉ FINAL

ANNEXE 3 : L'ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE AFRICAINE POUR UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE

ANNEXE 4 : INITIATIVES PHARES

ANNEXE 5 : DÉCLARATION DES CER

ANNEXE 6 : LISTE DES PARTENAIRES ET DES SPONSORS

ANNEXE 7 : LISTE DES PERSONNALITÉS

ANNEXE 8 : LISTE DES PAYS

ANNEXE 9 : FEUILLE DE ROUTE